

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
-

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2017

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAUDEAU RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime (Sdis 76) est invité à tenir un débat d'orientations budgétaires (DOB) pour l'exercice 2017 et les années suivantes.

Ce débat, obligatoire, sur les grandes orientations budgétaires doit être réalisé deux mois avant l'examen du budget primitif 2017. Cette disposition est imposée par l'article L 3312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) aux départements et transposée aux services départementaux d'incendie et de secours. Il doit s'appuyer sur un rapport dont la forme et le contenu ont été précisés par l'article 93 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). Ces nouvelles dispositions visent à renforcer la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Le rapport doit présenter les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Le DOB constitue une étape essentielle du cycle budgétaire du Sdis 76, il permet d'informer les membres du conseil d'administration sur la situation financière réelle de l'établissement et ses perspectives budgétaires afin d'éclairer leur choix pour le vote du budget primitif 2017.

La note jointe au présent rapport, contenant les informations prévues par la loi (notamment les données en matière d'emprunt et de personnel présentées en annexes), sera transmise au représentant de l'Etat et publiée sur le site internet du Sdis 76 après la tenue du débat.

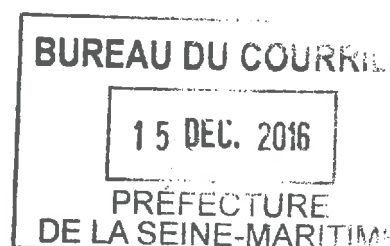
*

**

Les membres du Conseil d'administration ont pris connaissance du débat d'orientations budgétaires 2017 et en ont débattu.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2017

Le présent rapport vise à alimenter la réflexion des administrateurs en présentant les grandes orientations qui vont présider à la structuration des prochains budgets du Sdis 76.

Avant d'aborder en détail les principaux facteurs qui impacteront, à moyen terme, tant en fonctionnement qu'en investissement, la gestion du service (II), il est nécessaire de s'arrêter sur le contexte dans lequel cet acte budgétaire se prépare pour l'exercice 2017 (I).

*

*

*

I – Le contexte de préparation du budget 2017

Une présentation de la situation conjoncturelle dans laquelle se trouve le Sdis 76 (A) permettra de mieux appréhender son analyse financière rétrospective (B).

A – Les éléments de contexte :

Force est de constater que la préparation du budget 2017 est impactée par des sujets qui trouvent leur fondement dans des décisions internes au service (1) ou qui lui sont imposées par l'extérieur (2).

1) Les éléments internes :

S'agissant des domaines sur lequel le conseil d'administration dispose d'une maîtrise, l'année 2017 sera dans la continuité de l'exercice passé.

Les investissements nécessaires à la mise en œuvre du nouveau schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) et du règlement opérationnel (RO) conduiront à poursuivre la modernisation des outils informatiques, le renouvellement du matériel roulant et des équipements d'intervention ainsi qu'à se positionner sur le calendrier de réalisation du nouveau programme immobilier.

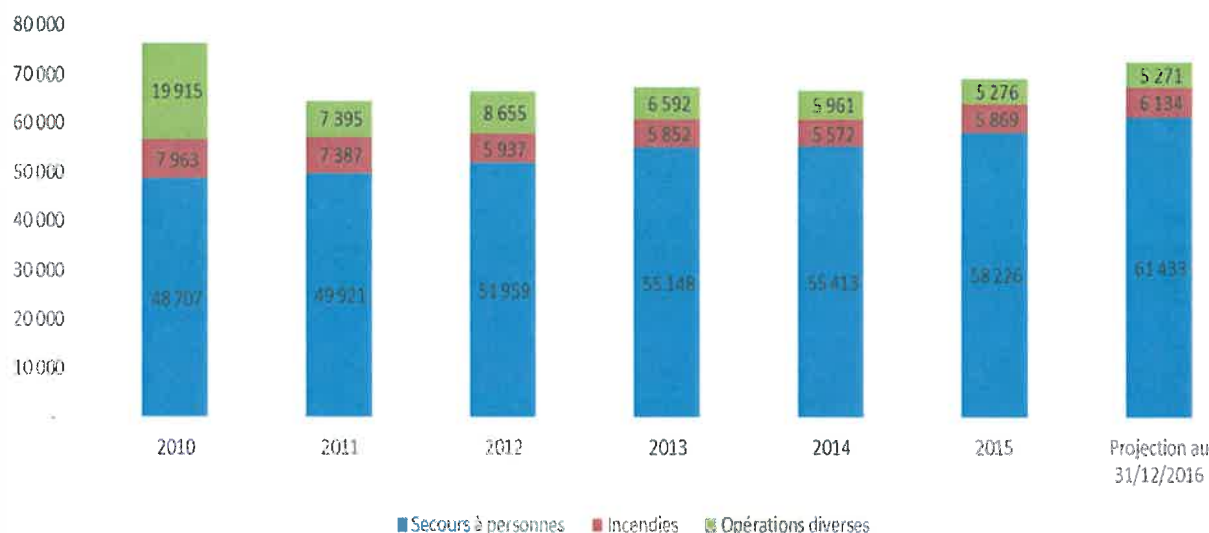
Dans le même temps, la gestion rigoureuse des charges de fonctionnement restera une priorité. Il est d'ailleurs regrettable que les efforts entrepris, depuis plusieurs années, soient masqués par l'augmentation constante du volume des dépenses de fonctionnement en raison de décisions prises, le plus souvent, au niveau national.

2) Les éléments externes :

Les facteurs exogènes sont autant de contraintes à surmonter pour préparer et équilibrer un budget.

L'augmentation continue des interventions pour secours à personnes

Evolution du nombre d'interventions



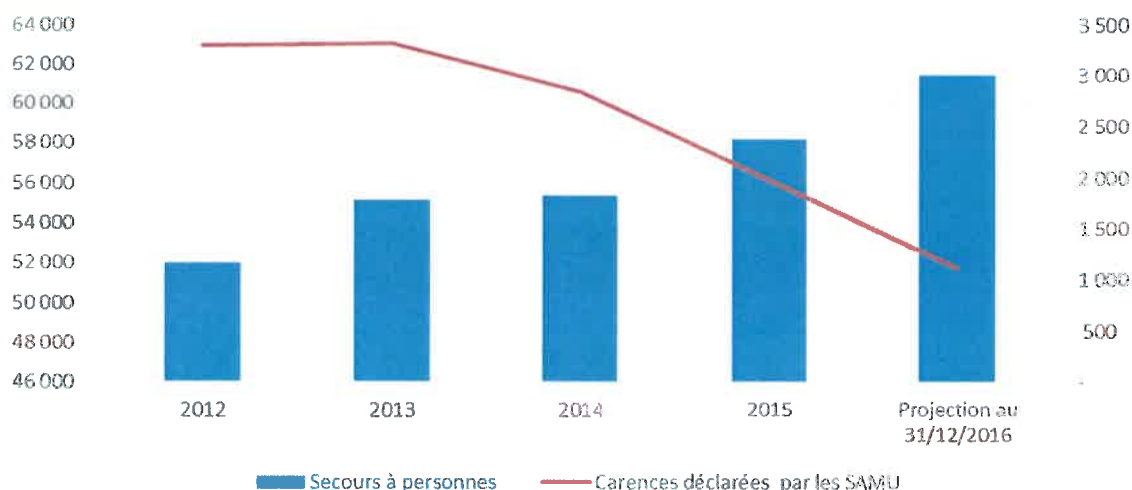
A l'instar des autres Sdis de France, plus de 84 % des missions du Sdis76 sont désormais consacrées aux secours à personnes. Ces derniers ne cessent de progresser année après année. Il est d'ailleurs important de souligner leur augmentation de plus de 26 % depuis 2010.

De fait, en six années, les dépenses de fonctionnement, notamment celles liées aux matériels à usage unique, ont augmenté de 25 500 euros.

Cette progression des charges, directement liée à l'augmentation du nombre de sorties d'ambulances du Sdis 76, est accentuée de façon significative par la baisse des recettes provenant de la carence des transports sanitaires.

En effet, sur les cinq dernières années, les carences déclarées par le SAMU de Rouen (dit SAMU A) et celles du SAMU du Havre (dit SAMU B) ont respectivement baissé de plus de 70 % et 22 %.

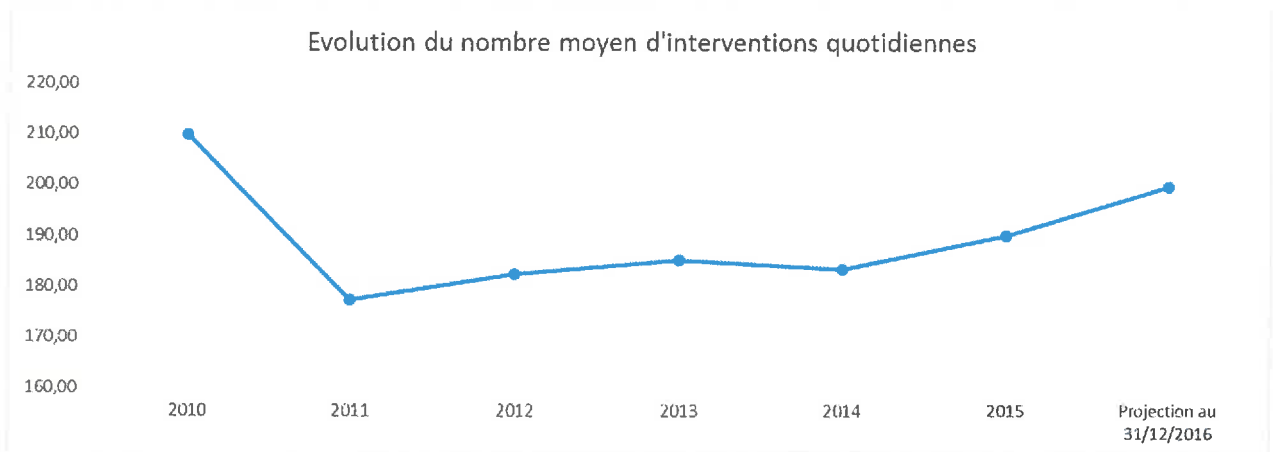
Evolution comparée des interventions pour secours à personnes et des carences déclarées par les SAMU



La lutte contre les incendies ne représente qu'environ 8 % de l'activité, avec une baisse de près de 23 % depuis 2010.

Le nombre d'interventions diverses (destructions de nids d'insectes, fuites d'eau...) a été réduit de plus de 73 % depuis 2010. Le conseil d'administration a en effet, souhaité recentrer l'activité du Service sur son cœur de missions. Ainsi, les interventions diverses ne présentant pas de caractère d'urgence ne sont plus réalisées, sauf par carence du secteur privé. Elles donnent alors lieu à une participation financière des bénéficiaires, facturée de manière forfaitaire. Parmi les interventions diverses, il faut également compter les missions de secours liées aux risques industriels. Il faut préciser qu'elles sont régulières (environ deux interventions par mois) et mobilisent une expertise, des moyens humains et techniques très importants. C'est la caractéristique du Sdis 76 dont le savoir-faire en la matière est reconnu au niveau local et national.

Au 31 décembre 2016, s'il est possible d'estimer que le nombre total d'interventions aura progressé de 5 % par rapport à l'an dernier, il faut se rappeler qu'il reste de 5 % inférieur à celui constaté en 2010.



L'évolution des normes

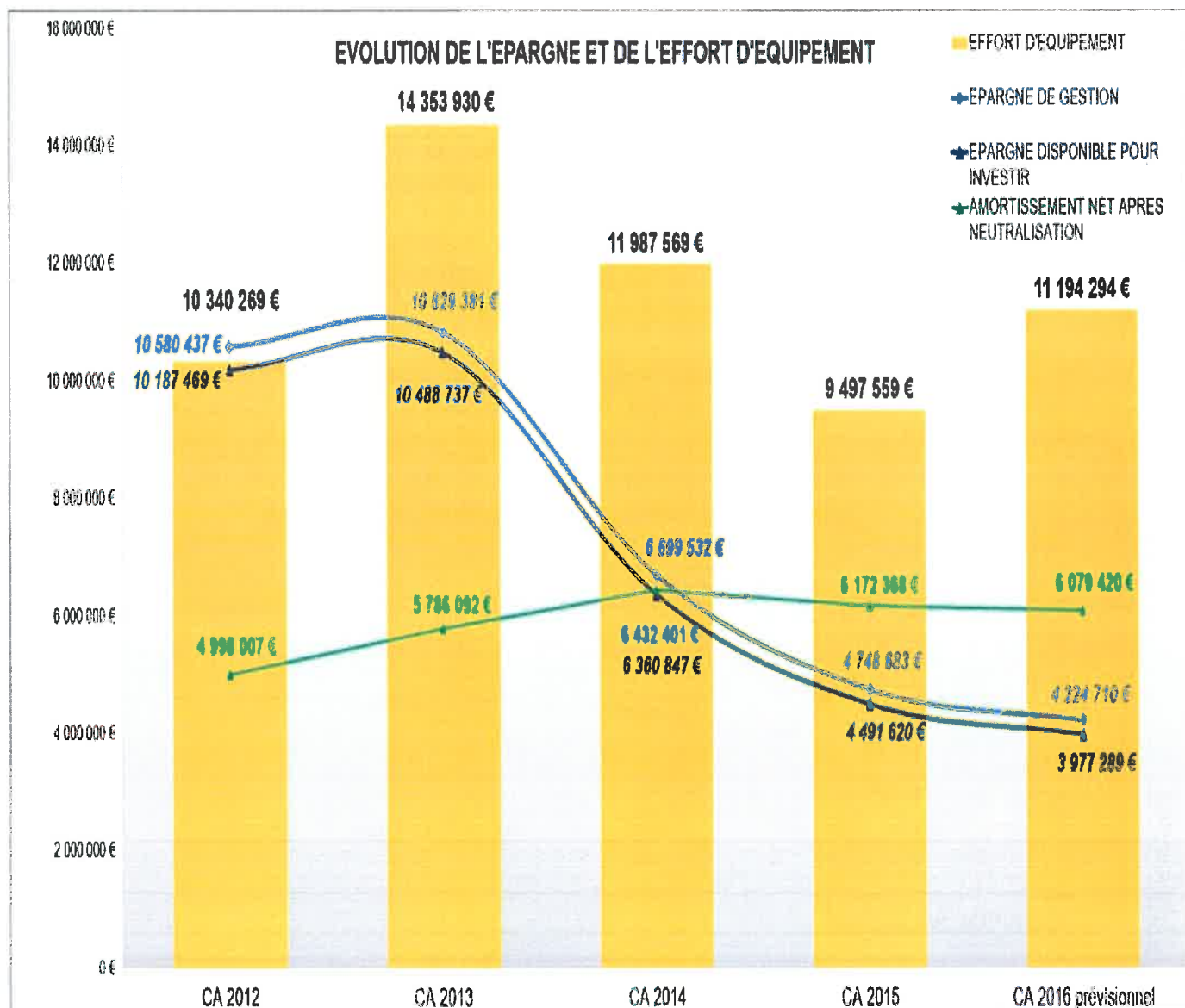
De même, l'évolution des différentes normes applicables dans le cadre de l'activité du Sdis 76 n'est pas neutre pour son budget :

	Incidence budgétaire 2014	Incidence budgétaire 2015	Incidence budgétaire 2016	Incidence budgétaire 2017	Total
Investissements		20 005 €	5 438 €	29 550 €	54 993 €
Charges à caractère général		916 €	1 831 €	2 747 €	5 494 €
Charges de personnel	483 000 €	1 249 695 €	926 585 €	2 025 947 €	4 685 227 €
Total	483 000 €	1 270 616 €	933 854 €	2 058 244 €	4 745 714 €

L'effet cumulé des mesures nationales prises depuis 2013, notamment en matière de personnel (voir ultérieurement au § II - A - 2), va ainsi conduire irrémédiablement à alourdir le budget 2017 du Sdis 76 de plus de 2 M€.

Avec une progression des dépenses plus rapide que celle des recettes, l'équilibre budgétaire va être de plus en plus difficile à respecter.

B – La situation financière du Sdis 76



Depuis 2013, l'épargne nette, qui mesure l'épargne disponible pour financer l'équipement après déduction du financement mobilisé pour le remboursement de la dette, s'est fortement dégradée passant de 10 488 737 € à 3 977 289 €.

L'épargne nette est calculée à partir de l'épargne de gestion (recettes courantes - charges de gestion de l'exercice) de laquelle il est déduit les intérêts et le capital de la dette à rembourser au titre de l'exercice considéré.

Cet indicateur permet d'apprécier si le principe d'équilibre réel du budget est vérifié.

En effet, comme le rappelle l'article 1612-3 du CGCT, il est impératif que « *le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section [...] fourni(sse) des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice* ».

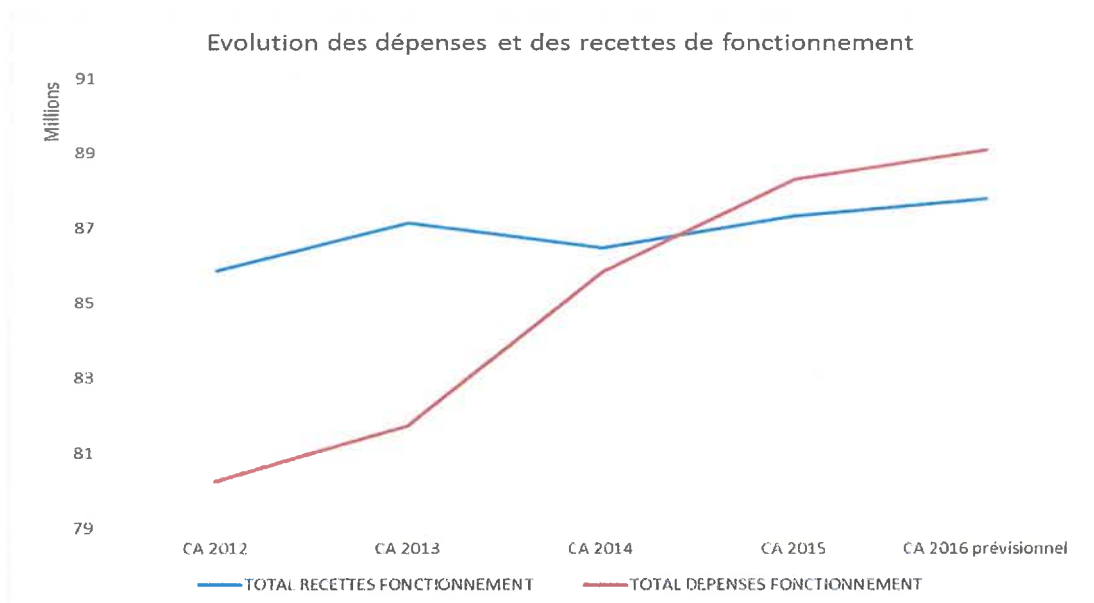
Concrètement, ce sera obligatoirement le cas si l'épargne nette est positive.

Par ailleurs, sachant que l'autofinancement des dépenses d'équipement est constitué par le virement issu de la section de fonctionnement, composé à la fois de l'épargne nette et de la dotation aux amortissements, il est possible d'en déduire que plus le montant de l'épargne nette

est proche du montant de la dotation aux amortissements, moins l'excédent de recettes de fonctionnement de l'exercice en cours est élevé.

En l'occurrence, on constate que, **depuis l'année 2014, le montant de la dotation aux amortissements est supérieur à l'épargne nette. Cela signifie qu'il a été nécessaire de puiser dans l'excédent reporté des exercices précédents au niveau de la section de fonctionnement pour alimenter cette dotation obligatoire.**

Ce mécanisme a d'ailleurs été **renforcé par l'apparition d'un effet de ciseau en 2015** lorsque les dépenses globales de fonctionnement ont dépassé le volume total des recettes de l'année.



De fait, les excédents accumulés ont progressivement été consommés :

FONCTIONNEMENT	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016 prévisionnel
TOTAL RECETTES	85 855 171	87 153 695	86 490 617	87 319 441	87 782 342
TOTAL DEPENSES	80 261 240	81 729 481	85 843 928	88 315 394	89 080 108
SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	5 593 931	5 424 214	646 689	-995 953	-1 297 766
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	1 426 882	7 020 813	10 107 102	7 271 918	6 275 965
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	7 020 813	12 445 027	10 753 791	6 275 965	4 978 199

La dégradation durable du niveau de l'épargne est enfin un mauvais signal pour la recherche de financements extérieurs.

La capacité de désendettement est effectivement un indicateur très utilisé pour mesurer la solvabilité des collectivités. Ce ratio compare le niveau de l'épargne brute (épargne de gestion - intérêts de la dette de l'exercice) à celui de l'encours de la dette et permet de savoir en combien d'années l'entité pourrait rembourser sa dette si elle y consacrait toute son épargne brute. Il est

généralement admis que le seuil critique, révélateur de tensions futures, se situe entre 10 et 12 ans.

Il faut toutefois souligner que l'incapacité à dégager une épargne positive est le signe d'une incapacité à se désendetter et par extension à contracter de nouveaux emprunts.

En l'espèce, si le faible niveau d'endettement autorisait le Sdis 76 à mettre en avant un ratio de désendetttement très attractif pour les établissements bancaires jusqu'en 2014, le déficit annuel de la section de fonctionnement dès 2015 a conduit à le priver, en théorie, d'un accès facile aux emprunts.

	2012	2013	2014	2015	2016
Capacité de désendetttement (en années)	0,19 ans	0,15 ans	0,92 ans	inexistante	inexistante

Dans la même période, le Sdis 76 a continué à mettre en œuvre un ambitieux programme d'investissement.

Si cette décision est rassurante au niveau de la qualité de la réponse opérationnelle, en ce qu'elle s'est concentrée sur le renouvellement des parcs de matériels et d'engins d'incendie et de secours, ainsi qu'aux constructions/ réhabilitations de centres de secours, elle s'oppose à celle constatée au niveau national par la Banque Postale qui souligne dans sa note de conjoncture sur les finances locales publiée le 3 novembre dernier « un net repli des dépenses d'investissement (-5,2%) ».

Jusqu'en 2015, ces dépenses ont été intégralement autofinancées, en premier lieu par la dotation d'amortissement, puis par les excédents propres de la section d'investissement et enfin par l'excédent de fonctionnement :

INVESTISSEMENT	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016 prévisionnel
TOTAL DEPENSES	10 697 161	20 503 082	15 033 908	18 299 110	11 994 436
TOTAL RECETTES	15 820 085	7 962 735	10 671 333	19 754 054	11 104 262
SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	5 122 924	-12 540 347	-4 362 575	1 454 944	-890 174
EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	5 079 498	10 202 422	3 463 788	1 818 701	3 495 909
SOLDE	10 202 422	-2 337 925	-898 785	3 273 645	2 605 735

Ainsi, la section de fonctionnement a-t-elle été prélevée de plus de 3.2 M€ sur les résultats 2013 et 2014 pour abonder les réserves obligatoires à constituer au compte 1068.

Pour être exhaustif, il convient de préciser qu'une réserve complémentaire de près de 2.6 M€ avait également été validée par le conseil d'administration sur le résultat de fonctionnement de l'exercice 2014.

Afin de profiter de l'opportunité de taux historiquement bas et d'une analyse financière encore acceptable pour les établissements bancaires, il a été choisi de contracter un prêt de 2.5 M€

mobilisable jusqu'au 31 décembre 2017 pour financer une part, somme toute modeste, des investissements 2016 et 2017.

L'impact de cette décision est prise en compte dans la préparation du budget 2017 et son effet sur les exercices futurs est intégré dans la prospective établie pour projeter la situation financière du Sdis 76 jusqu'en 2020, échéance du mandat du conseil d'administration actuel.

II – L'évolution prévisionnelle du budget du Sdis 76 :

Les développements qui vont suivre visent à présenter les ressources et les charges prévisionnelles du Sdis 76 telles qu'elles se profilent, tant en section de fonctionnement (A) que d'investissement (B), pour l'exercice à venir ainsi que la projection jusqu'en 2020.

A – La section de fonctionnement

Par définition, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de recettes (1) et de dépenses (2) nécessaires à la gestion courante du Service. Néanmoins, comme déjà évoqué, l'excédent de recettes par rapport aux dépenses, dégagé par la section de fonctionnement, a vocation à constituer l'épargne brute (3) qui autofinancera une partie de la section d'investissement.

1) Les recettes de fonctionnement

Sur la période envisagée, les recettes de fonctionnement annuelles, hors reprise d'excédent antérieur, devraient globalement rester stables :

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL RECETTES	87 782 342	85 916 920	86 270 232	86 847 520	87 286 310

Il convient cependant de noter les évolutions contrastées de leurs différentes composantes.

Les contributions des collectivités

Les contributions du Département, des communes et des EPCI représentent plus de 95% des recettes de fonctionnement.

La contribution du Département

Premier contributeur du Sdis 76, le Département est libre de fixer sa contribution.

Il a d'ailleurs été contraint en 2016 de la baisser de 932 K€ compte tenu de ses propres impératifs budgétaires.

En l'absence, à ce jour, d'un engagement conventionnel et pluriannuel de la part du Conseil départemental, une stabilité de cette contribution jusqu'en 2020 est retenue comme postulat.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
----------------	-------------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------

CONTRIBUTION DU DEPARTEMENT	45 731 000	45 731 000	45 731 000	45 731 000	45 731 000
--------------------------------	------------	------------	------------	------------	------------

La contribution des communes et des EPCI

Deuxième contributeur du Sdis 76, les collectivités de l'échelon communal voient leurs participations plafonnées à la hausse par le niveau de l'inflation.

Pour les contributions 2017, la limite d'augmentation est fixée à + 0.41 %.

Parallèlement, le mécanisme de lissage des contributions locales d'ici à 2020 sera mis en œuvre à compter de 2017. Il n'aura pas d'incidence notable sur le volume total des contributions.

Par conséquent, il est projeté une évolution de ces contributions sur la base d'une inflation moyenne de 1% par an jusqu'en 2020.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
CONTRIBUTION DES COMMUNES ET EPCI	35 757 779	35 904 028	36 263 068	36 625 699	36 991 956

Il est à souligner que l'évolution de la législation incite les EPCI à prendre en charge le financement du contingent incendie en lieu et place de leurs communes membres. Ces transferts de compétence n'auront pas d'effet sur les recettes puisque la contribution de l'EPCI correspond à l'addition des contributions calculées pour chaque commune de son territoire.

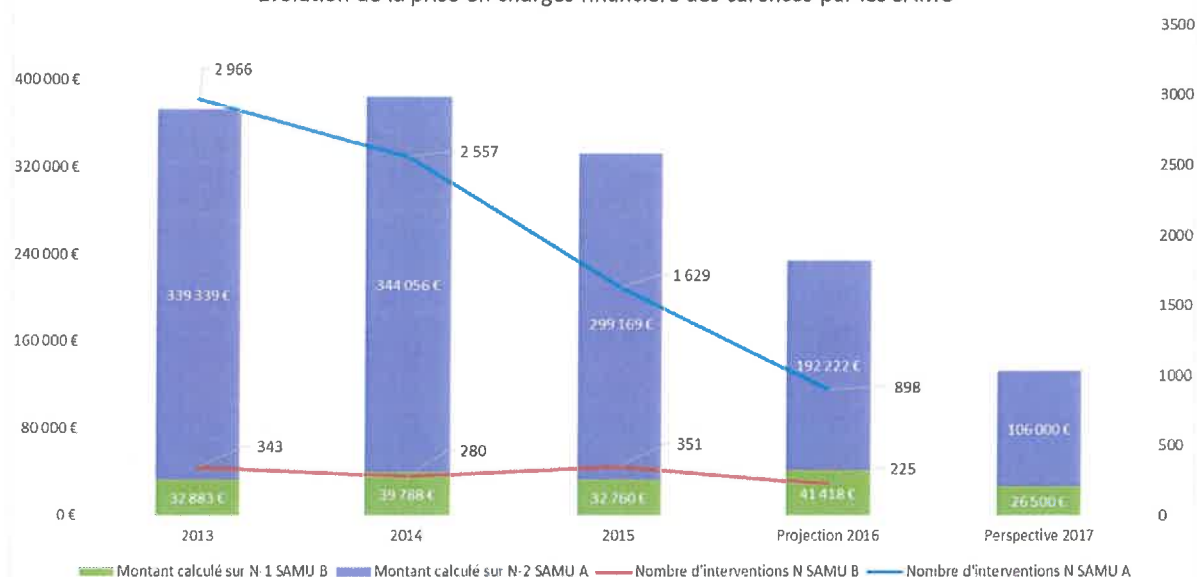
Les autres recettes réelles

Les autres recettes réelles sont marginales dans la mesure où elles ne représentent que 4 % des ressources annuelles du Sdis.

Les recettes qui présentent un caractère récurrent correspondent essentiellement aux remboursements sur charges de personnel (mises à disposition, emplois aidés, congés maternité et paternité...) et aux diverses prestations facturées (interventions payantes, carence des transports sanitaires, conventions d'entraide).

A l'instar d'autres départements normands, des négociations devront être engagées avec les autorités sanitaires pour déterminer de nouvelles modalités de dédommagement des interventions en cas de carences. Le système actuel conduit effectivement à une diminution des recettes totalement déconnectée de la progression des interventions pour secours à personnes :

Evolution de la prise en charges financière des carences par les SAMU



Les autres recettes sont plus exceptionnelles. Les fortes variations sont le plus souvent à rapprocher des indemnités versées dans le cadre de contentieux. Ainsi, en 2016, les recours formulés à l'encontre de l'assurance dommage ouvrage pour les désordres de construction du centre de formation de Saint-Valéry-en-Caux ont conduit à des entrées de recettes pour un montant très largement supérieur aux moyennes habituellement constatées. Toutefois, le Service devra obligatoirement programmer, en investissement, dès 2017, les opérations de réparation des désordres constatés.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
ATTENUATIONS DE CHARGES DE PERSONNEL	907 478	1 113 963	1 110 000	1 110 000	1 110 000
PRODUITS DES SERVICES	1 204 057	964 547	993 232	1 029 028	1 066 516
AUTRES PARTICIPATIONS	1 032 485	1 194 777	1 215 433	1 215 433	1 215 433
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	30 383	40 000	40 000	40 000	40 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 427 624	144 000	48 570	47 181	45 832
AUTRES RECETTES	5 602 027	3 557 287	3 407 235	3 441 642	3 477 781

Les opérations d'ordre budgétaire

Avant 2016, les opérations d'amortissement des subventions d'investissement ainsi que de neutralisation des amortissements des opérations immobilières et des subventions d'équipements versées n'étaient pas réalisées.

Ces opérations permettent d'atténuer l'impact de la dotation obligatoire aux amortissements sur la section de fonctionnement.

Dans une optique presque similaire, les premières opérations de valorisation des travaux en régie ont été traitées au cours de l'exercice 2016.

Il s'agit, à partir de fiches recensant le coût de main d'œuvre et de fournitures acquises en section de fonctionnement, de transférer en section d'investissement les montants des travaux

réalisés par les agents du Sdis 76 et qui ont permis d'accroître la valeur d'un bien (ex. : mise en conformité, fabrication et pose, réfection, etc...), avec l'avantage complémentaire de permettre la récupération de la TVA sur les fournitures l'année suivante au titre du FCTVA.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	506 940	663 345	807 669	987 919	1 024 313
AMORTISSEMENT DES RECETTES	1 260	1 260	1 260	1 260	1 260
TRAVAUX EN REGIE	56 609	60 000	60 000	60 000	60 000
ECRITURES DE CESSIONS	126 727				
OPERATIONS D'ORDRE	691 536	724 605	868 929	1 049 179	1 085 573

Ces pratiques sont désormais intégrées par les services et seront poursuivies sur les exercices futurs pour réduire autant que possible le poids des dépenses d'exploitation au sein de la section de fonctionnement.

2) Les dépenses de fonctionnement

D'ici 2020, les dépenses de fonctionnement devraient dans leur ensemble augmenter de près de 2 % par an :

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL DEPENSES	89 080 108	91 543 643	92 621 769	95 774 269	97 651 945

La structure de ces charges explique leur rigidité et leur évolution spontanée en dépit des efforts de rationalisation déjà entrepris et qui seront maintenus, voire accentués.

Les charges de gestion

Les dépenses courantes d'un Sdis relèvent de trois catégories.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 945 823	10 659 877	10 766 476	10 874 141	10 982 882
CHARGES DE PERSONNEL	68 788 711	71 067 137	72 595 080	74 155 874	75 750 225
AUTRES CHARGES COURANTES	703 938	1 208 859	1 210 000	1 210 000	1 210 000
CHARGES DE GESTION	80 438 472	82 935 873	84 571 556	86 240 015	87 973 107

Les charges à caractère général

Depuis 2015, le Sdis 76 travaille à la réduction de ses charges à caractère général de fonctionnement.

La redéfinition de certaines procédures d'organisation et la mutualisation des achats dans le cadre de groupements de commandes, notamment avec le Département de la Seine-Maritime et les Sdis voisins, restent une priorité.

Ainsi, en 2017, malgré l'évolution de certaines normes, l'augmentation des prix attendue (notamment en matière de carburants et combustibles) et le renouvellement des contrats d'assurances entraînant une augmentation des cotisations, en raison d'une forte sinistralité de la flotte automobile, **cette nature de charges sera en diminution de 7.55 % par rapport au budget 2016, soit le niveau le plus bas jamais proposé depuis la départementalisation.**

La prudence invite, en partant d'un montant qui apparaît comme un plancher jamais connu, de prévoir pour l'avenir une progression suivant l'inflation moyenne retenue de 1 % par an, assurant une stabilité de ces dépenses sur la période de 2016 à 2020.

Les charges de personnel

Ce chapitre est le plus difficile à contenir car l'évolution de la masse salariale dépend en partie de contraintes externes subies et de décisions de gestion.

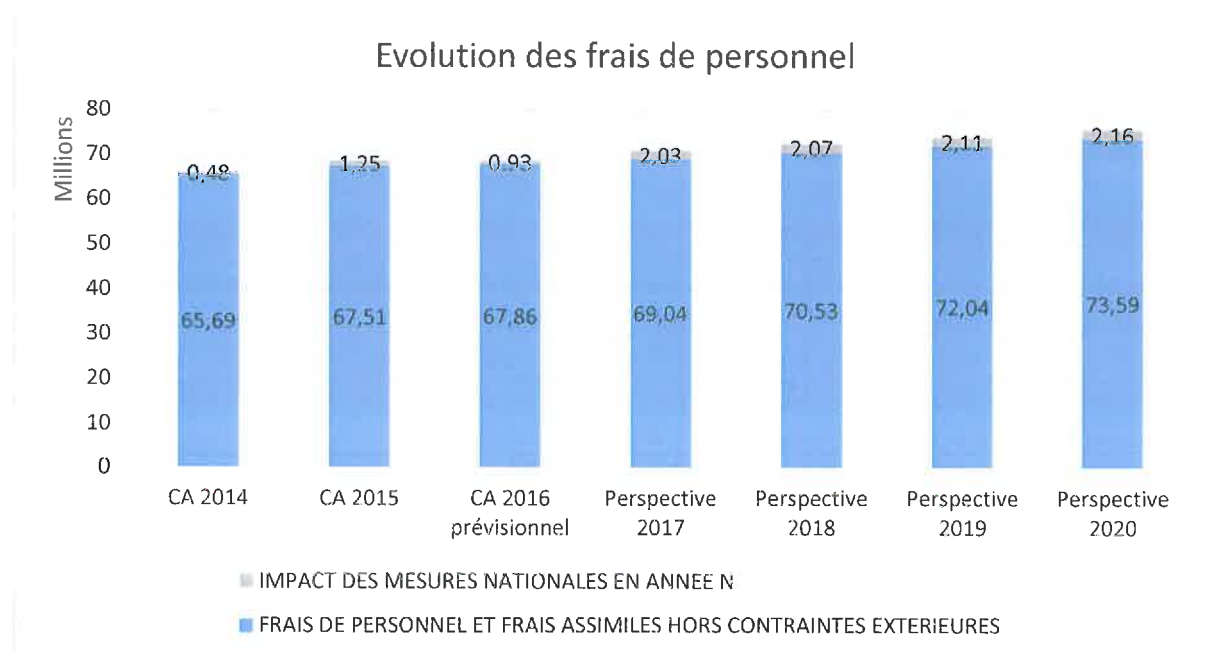
Ces dernières années, les décisions d'origines législatives ou réglementaires à forte incidence financières se sont multipliées en matière de politique salariale.

Ainsi, le Sdis 76 a notamment dû absorber les contraintes suivantes :

- la transcription en droit français de la directive européenne du 4 novembre 2003, faisant obligation d'adapter le temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels (SPP), a conduit à plusieurs recrutements réduisant le taux de vacance des postes et se traduisant par la création de 5 postes supplémentaires entre 2013 et 2015 ;
- l'augmentation progressive des cotisations retraites jusqu'en 2020 pour rapprocher les taux de la fonction publique de ceux du secteur privé ;
- la suppression du jour de carence au 1^{er} janvier 2014 ;
- la réforme des dispositions indiciaires applicables aux agents des catégories C (SPP et personnels administratifs, techniques et spécialisés – PATS) par décrets du 29 janvier 2014 ;
- l'accord national relatif aux « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) qui se traduit par la restructuration des grilles indiciaires, des reclassements et le transfert d'une partie du régime indemnitaire sur le traitement indiciaire pour l'ensemble des agents (SPP et PATS) ;
- la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) qui est une indemnité compensant la perte de pouvoir d'achat subie par les agents bloqués depuis au moins quatre ans au sommet de leur grade ;
- le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), qui sera le nouvel outil indemnitaire de référence des filières administratives et techniques, remplaçant une partie des primes et indemnités existantes dans la fonction publique ;

- l'augmentation des quotas de caporaux chefs faisant passer le taux de promotion de 14 % à 25 % ;
- la revalorisation en deux temps (1^{er} juillet 2016 et 1^{er} février 2017) du point d'indice servant de référence pour fixer les rémunérations ;
- la réforme du cadre d'emplois des infirmiers sapeurs-pompiers professionnels par décret du 30 août 2016 ;
- la réforme du cadre d'emplois des médecins et pharmaciens par décret du 20 septembre 2016.

En comptabilisant uniquement l'impact des mesures prises depuis 2013, cela induit une augmentation mécanique des charges de personnel de près de 2 M€ pour 2017, **soit un surcoût cumulé de plus de 4,6 M€ depuis 2014.**



Par ailleurs, s'ajoutent les effets du glissement vieillesse technicité (GVT) qui traduit les évolutions de la masse salariale liées à la fois au statut de l'agent et à une décision de l'autorité territoriale s'agissant :

- du glissement : augmentations accordées individuellement, au mérite, sans qu'il y ait changement de qualification ni de promotion (exemple : variation du régime indemnitaire) ;
- du vieillissement : augmentations automatiques liées à l'ancienneté (exemple : avancement d'échelon) ;
- de la technicité : augmentations liées à des promotions ou à des changements de qualification (exemple : avancement de grade).

Evolution prévisionnelle du GVT	2016	2017	2018
Impact budgétaire	572 000 €	631 000 €	648 000 €

En outre, il ne faut pas oublier de compter les **effets de la politique salariale décidée exclusivement par le Sdis 76** :

- la **création de 13 postes de cadres techniques ou administratifs**, sur la période 2013 à 2014, pour se doter d'expertise dans divers domaines de la communication, de l'évaluation, des finances, de la commande publique, des systèmes d'information, de l'infrastructure, du juridique et du médical.

Création de 13 postes	2013	2014	2015	2016	2017
Impact budgétaire (hors GVT)	63 812 €	560 705 €	560 705 €	560 705 €	560 705 €

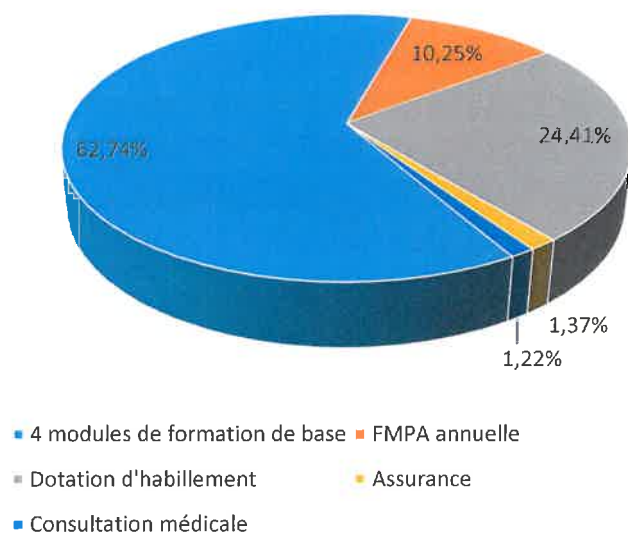
- la création de 8 postes non permanents pour couvrir les besoins opérationnels en cas de départs à la retraite et durant la formation des sapeurs-pompiers 1ère classe sur 4 mois, soit **un coût annuel de 106 000 €**.

Parallèlement, la politique relative au développement du volontariat a permis d'augmenter les effectifs de 210 sapeurs-pompiers volontaires (SPV) en 3 ans pour répondre aux besoins de la mixité :

	2013	2014	2015	2016
Nombre de SPV	2 563	2 618	2 664	2 773
Evolution annuelle		2,15%	1,76%	4,09%
Evolution cumulée		2,15%	3,94%	8,19%

Le coût moyen pour l'engagement d'un SPV est évalué à 3 277 €.

Décomposition du coût de l'engagement d'un SPV



Dans ce contexte, il est nécessaire de prendre des dispositions pour maîtriser les dépenses de personnel sans remettre en question les objectifs opérationnels validés.

Mesures proposées en vue de contenir les charges de personnel

Avec le postulat que la contribution du Département reste identique à celle de 2016 et après intégration des contraintes précédemment citées, il est proposé pour contenir les dépenses de personnel au niveau de celles du budget de 2016, de réduire le nombre de postes budgétaires.

Les postes ciblés sont :

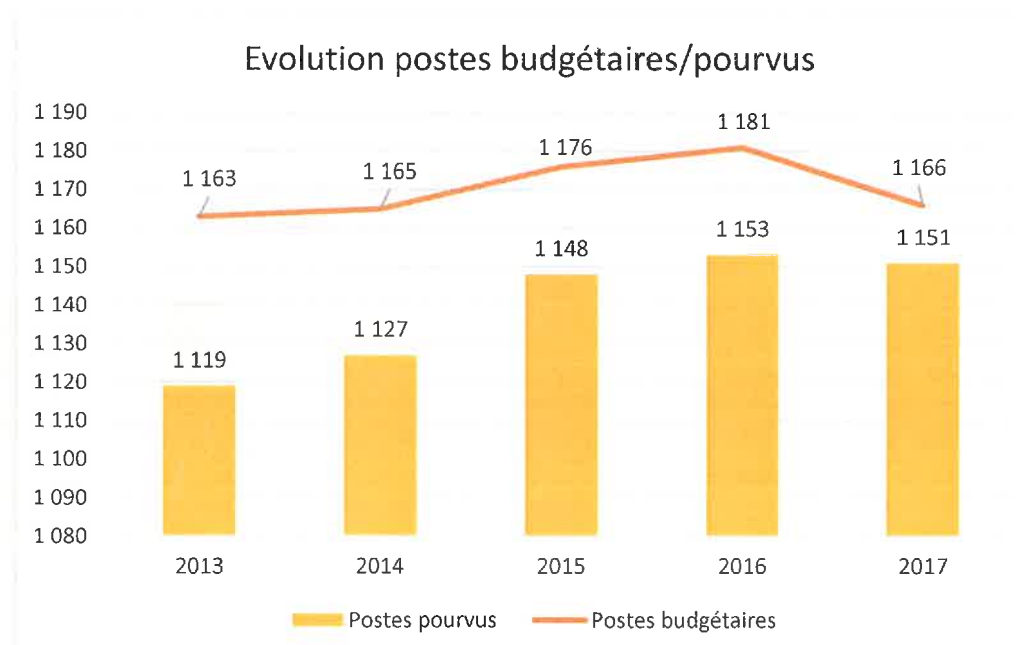
- des postes non occupés depuis plus d'un an, (ex : officier superviseur codis dont les trois relances d'avis de vacances ont été infructueuses) ;
- le non renouvellement de certains postes occupés par des contractuels, le départ d'agents en retraite ou les mobilités en cours d'année seront compensés par la future réorganisation fonctionnelle des tâches administratives et techniques,
- la prise en charge d'un service par les adjoints aux chefs de groupement en parallèle de leur rôle d'adjoint au même titre que les adjoints aux chefs de centre de secours.

Le nombre de postes budgétaires serait ainsi fixé à 1166 pour 2017, soit une diminution de 15 postes.

	2013	2014	2015	2016	2017
Postes budgétaires	1 163	1 165	1 176	1 181	1 166
Postes pourvus	1 119	1 127	1 148	1 153	1 151
Taux d'occupation des postes	96,21 %	96,73 %	97,62 %	97,63 %	98,71 %

Cet ajustement ne remet pas en cause la capacité opérationnelle du Sdis76 et assure le respect des engagements du SDACR et du RO.

D'ailleurs, on constate que, pour un nombre de postes budgétaires presque identique, le nombre de postes pourvus nécessaires au fonctionnement du service est plus élevé ; ce qui signifie, en définitive, que le Service a essentiellement choisi de pourvoir des postes vacants :



En outre, il est proposé de décaler les dates d'effet des avancements de grade pour l'ensemble des agents, toutes catégories confondues. Un report de 6 mois serait appliqué.

Pour tenir l'objectif de progression retenu dans la projection, à savoir + 2.15 % par an, une attention particulière devra être portée à l'évolution des charges de personnel. La politique de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, qui s'appuie sur la modernisation des outils de travail en cours et la pyramide des âges du personnel de l'établissement, devra être poursuivie.

Les éléments de compréhension de la composition de la masse salariale du Sdis 76 sont développés dans l'annexe n°2 au présent rapport.

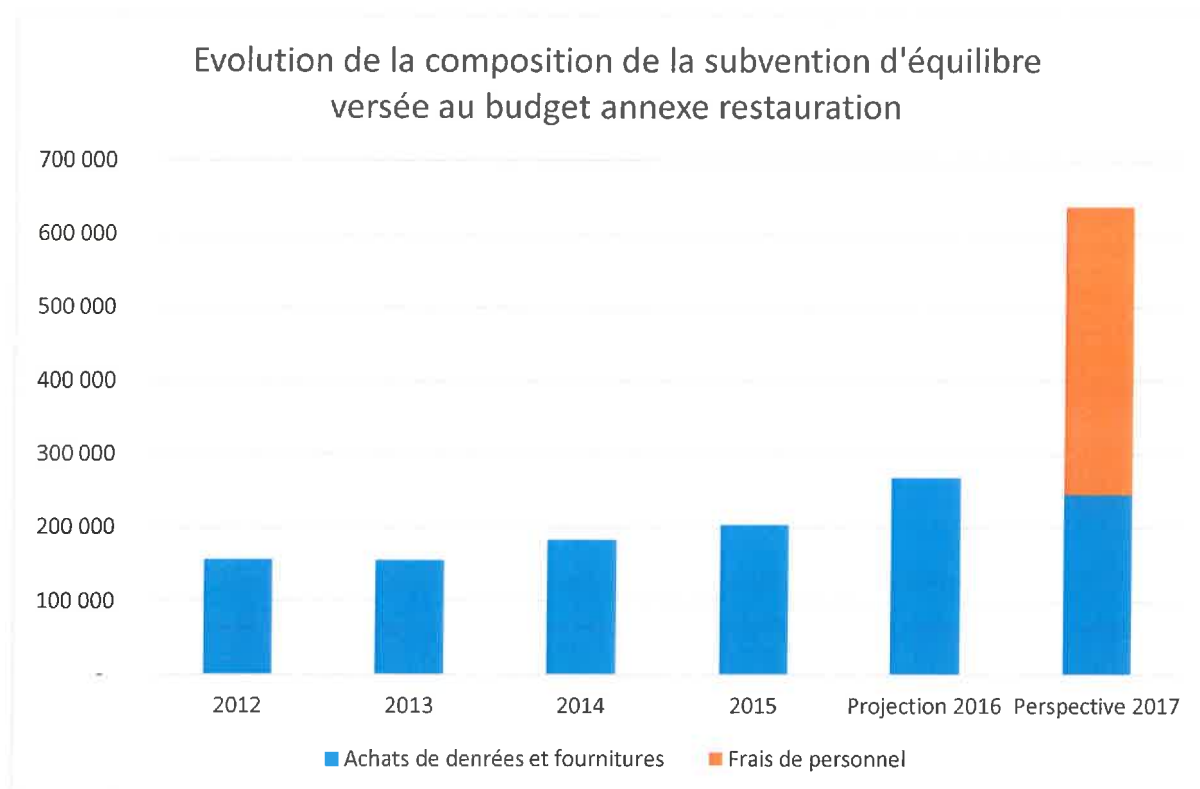
Les autres charges de gestion courante

Ces charges regroupent des dépenses de natures très diverses : la contribution ANTARES, les frais facturés dans le cadre des conventions interdépartementales d'assistance mutuelle (CIAM), les indemnités et frais de déplacements des élus, le fonds de secours, les subventions accordées aux associations ou organisations syndicales ainsi que la subvention d'équilibre versée au budget annexe restauration

L'augmentation de ces dépenses entre 2016 et 2017 s'explique principalement par :

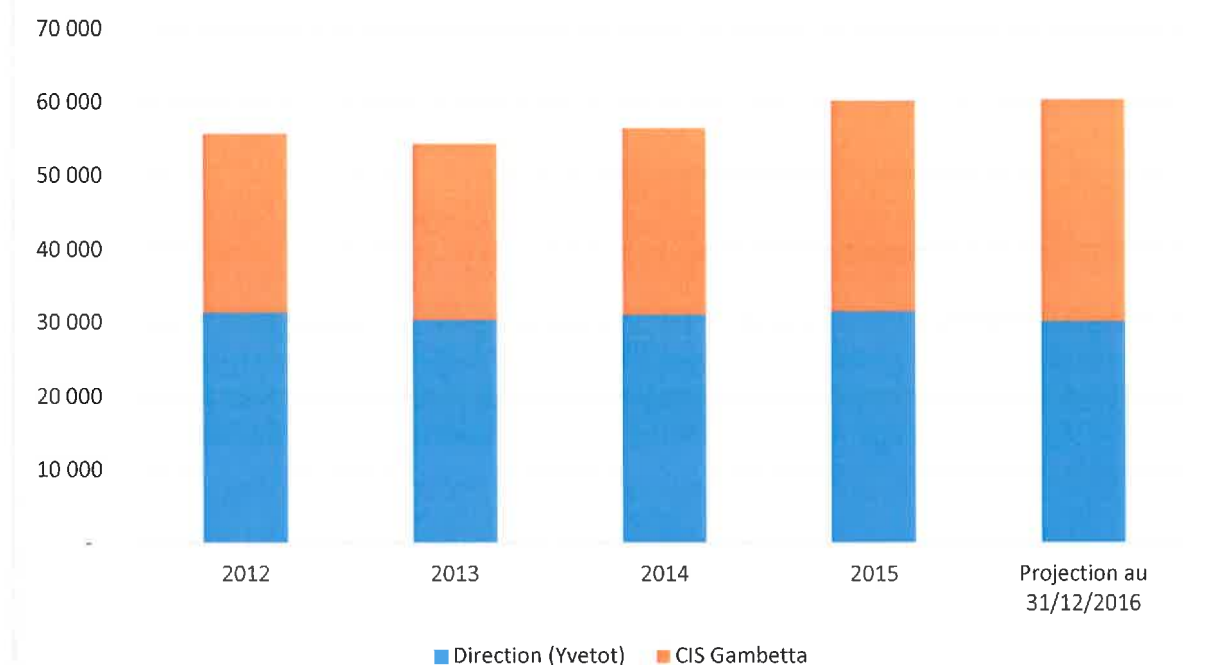
- l'élargissement du périmètre des CIAM aux Sdis de l'Oise et de l'Eure (+ 0.086 M€),
- une modification de pratique budgétaire sollicitée par le Payeur Départemental s'agissant du budget annexe restauration.

Dorénavant, les frais de personnel du service de restauration seront directement imputés sur ce budget (soit + 0.392 M€ pour 14 agents), ce qui nécessite d'augmenter d'autant le montant de la subvention provenant du budget principal.



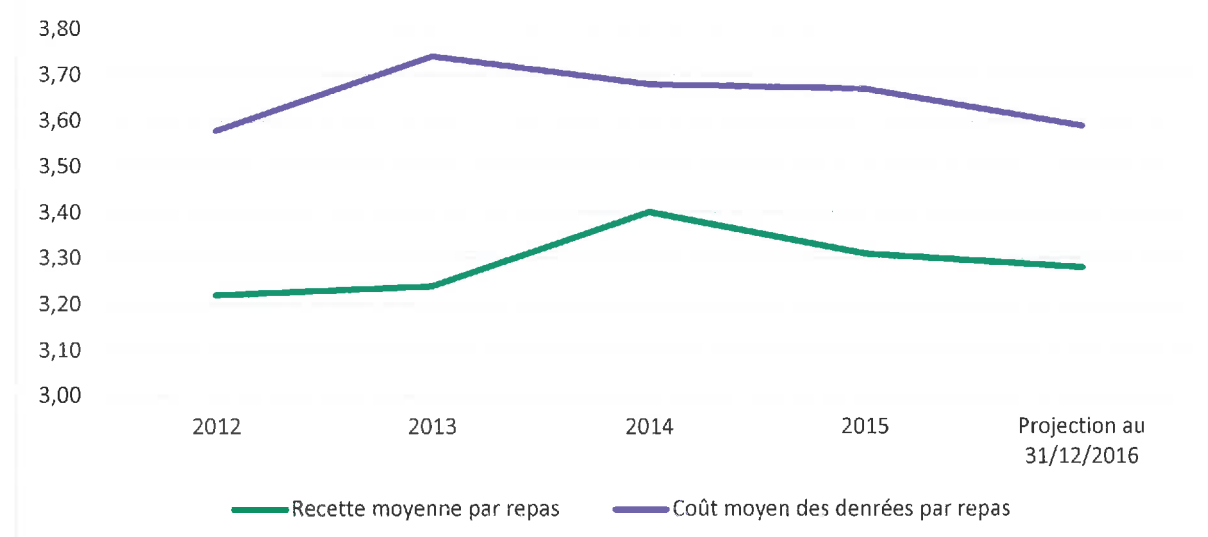
Cette subvention d'équilibre, hors frais de personnel, varie en fonction du nombre de repas et plus particulièrement de ceux pris mais non facturés aux agents du Service dans le cadre des formations organisées par le Sdis 76 :

Evolution du nombre de repas servis



D'ailleurs, il convient de souligner que, sur les derniers exercices, alors même que le nombre de repas servis était relativement stable et que les tarifs n'avaient pas été révisés, le service restauration a réussi à réduire le coût moyen des achats, sans sacrifier la qualité des denrées.

Evolution des moyennes relatives à la restauration



Une gestion rigoureuse des dépenses de ce budget annexe associée à une revalorisation annuelle des tarifs suivant l'inflation devrait permettre dans le futur de stabiliser ce chapitre de dépenses.

Les autres charges réelles

Le volume des autres charges réelles est minime.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
CHARGES EXCEPTIONNELLES	189 929	41 300	41 300	41 300	41 300
DOTATIONS AUX PROVISIONS	1 751 793	91 262			
AUTRES CHARGES REELLES	1 941 722	132 562	41 300	41 300	41 300

Les charges exceptionnelles

Par nature peu prévisibles, les charges exceptionnelles couvrent le versement d'intérêts moratoires en cas de retard de paiement, les annulations de titres d'exercices antérieurs, les éventuelles remises gracieuses, les indemnités à verser en cas de résiliation de marché ou en cas de condamnation judiciaire.

Leur prévision est fondée sur le niveau minimum exécuté les années précédentes hors événement particulier. L'éventuel besoin d'ajustement en cours d'exercice sera alimenté par les crédits pour dépenses imprévues le cas échéant.

Les dotations aux provisions

Les dotations aux provisions sont décidées par le conseil d'administration suivant les risques encourus pour chaque dossier.

Lorsque le risque porte sur un possible reversement d'une somme encaissée, la provision est alimentée en cours d'année par la recette constatée.

Lorsque le risque porte sur une potentielle autre charge, la provision est alimentée en cours d'année par les crédits pour dépenses imprévues.

Les charges financières

L'encours de dette projeté au 31 décembre 2016 est de 1.252 M €.

Il est composé d'une dette ancienne transférée lors de la départementalisation et arrivant à échéance en 2017 pour 0.127 M € et de la mobilisation d'une enveloppe d'emprunt à hauteur de 1.125 M€ comme prévu au budget 2016 après décision modificative n° 4.

Le recours à l'emprunt devra être envisagé à l'avenir dans le cadre d'une stratégie d'endettement soutenable pour le Sdis 76 afin de financer son programme immobilier.

Dans l'attente des conclusions du groupe de travail qui va être formé pour étudier le financement de ce plan immobilier, il est prévu de lever des emprunts nouveaux à hauteur du montant des travaux de construction réalisés, déduction faite du FCTVA afférents à ces dépenses, soit une somme de 1.137 M€ en 2017.

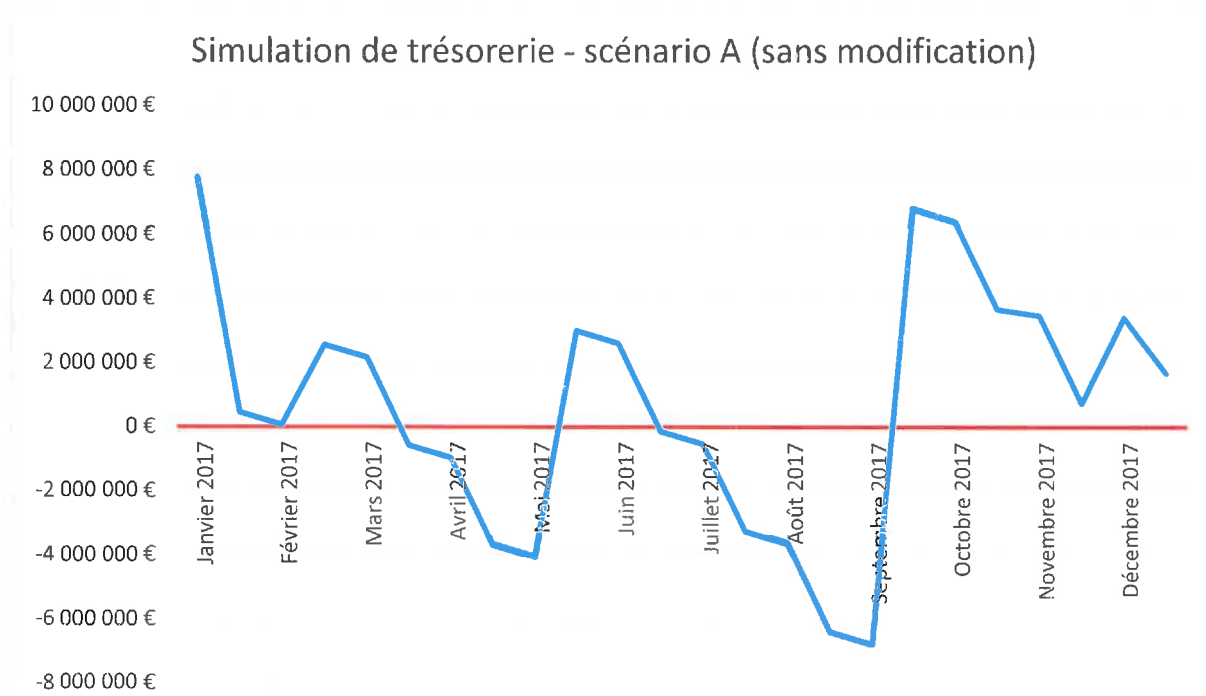
Les frais financiers sont donc projetés, de manière théorique, suivant cette logique :

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
CHARGES FINANCIERES	12 088	25 411	50 012	130 639	266 841

Le poids des intérêts de la dette restera somme toute limité durant la période envisagée.

Toutefois, la diminution progressive des excédents du budget va fortement mettre sous tension le niveau de la trésorerie du Sdis 76.

Ainsi, compte-tenu des rythmes actuels de perception des contributions, principales recettes, la trésorerie du Sdis 76 risque d'être négative sur 5 mois de l'année 2017 et presque sur l'exercice entier au-delà.



En complément d'une nécessaire modification des modalités d'appel des contributions du Département, des communes et des EPCI, il serait prudent de contracter une ligne de trésorerie pour 2017 à hauteur de 3 M€.

Le coût de ce contrat pour 2017, non budgété à ce jour, peut être estimé entre un coût plancher de 6 000 € et un plafond de 24 000 € sur la base des éléments suivants :

- Montant de la ligne de trésorerie : 3 millions
- Frais fixes de dossier : 3 000 €
- Frais variables estimés :
 - o 0,10% du montant non mobilisé, soit 1 750 € pour 7 mois.
 - o Maximum : EONIA (0% car négatif à ce jour) + 0,50% de marge sur le montant mobilisé, soit 6 250 € pour 5 mois.

Ces montants seront prélevés sur les crédits projetés pour dépenses imprévues le cas échéant.

Les opérations d'ordre budgétaire

En dépenses de fonctionnement, les opérations d'ordre correspondent exclusivement, au niveau de la préparation budgétaire, à la dotation aux amortissements.

L'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année, de constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager des ressources destinées à les renouveler.

La politique d'investissement volontariste opérée ces dernières années implique une augmentation de la dotation obligatoire aux amortissements corrélative.

La projection intègre l'amortissement des opérations suivant un rythme annuel pour les équipements et à compter de la clôture prévisible des travaux telles qu'elles sont inscrites dans les autorisations de programme approuvées.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	6 587 620	7 547 797	7 558 901	8 962 315	9 000 697
ECRITURES DE CESSIONS	100 206				
OPERATIONS D'ORDRE	6 687 826	7 547 797	7 558 901	8 962 315	9 000 697

Pour maintenir la progression du volume de la dotation aux amortissements, il faudra sans doute s'interroger sur une modification du rythme des acquisitions ou des constructions/réhabilitations.

Les dépenses imprévues

Elles permettent à l'exécutif de répondre rapidement à des aléas budgétaires sans solliciter une décision modificative du conseil d'administration.

Elles représentent moins de 1% de l'ensemble des dépenses de fonctionnement de l'exercice 2017.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
DEPENSES IMPREVUES	-	902 000	400 000	400 000	400 000

Elles ont vocation à être réduites pour couvrir les dépenses déjà évoquées qui ne sont pas intégrées à ce jour dans la prévision budgétaire.

3) Le solde de la section de fonctionnement et l'épargne brute

Le solde de la section de fonctionnement, après couverture de l'éventuel déficit d'investissement, constitue le résultat prévisionnel de l'exercice à reprendre au sein de la section d'exploitation l'année suivante.

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL RECETTES	87 782 342	85 916 920	86 270 232	86 847 520	87 286 310
TOTAL DEPENSES	89 080 108	91 543 643	92 621 769	95 774 269	97 651 945

SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-1 297 766	-5 626 723	-6 351 537	-8 926 749	-10 365 635
--	------------	------------	------------	------------	-------------

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	6 275 965	4 978 199	-648 524	-7 000 061	-15 926 810
--	-----------	-----------	----------	------------	-------------

AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	4 978 199	-648 524	-7 000 061	-15 926 810	-26 292 445
-------------------------------	-----------	----------	------------	-------------	-------------

Au fil de l'eau, la projection budgétaire met en évidence la difficulté du Sdis 76 à équilibrer son budget dès 2017.

Il ne s'agit là que des prémices des contraintes qui s'annoncent pour les exercices futurs si les hypothèses retenues pour la prospective ne sont pas modifiées.

Conscient des efforts demandés aux collectivités par l'Etat dans le cadre du redressement des finances publiques et du poids des dépenses sociales croissantes mise à la charge du Département de la Seine-Maritime, le Sdis 76 ne voit s'offrir à lui que deux alternatives immédiates :

- poursuivre la réduction des dépenses : un tel axe de travail impliquerait des évolutions du SDACR et du RO ;
- saisir l'opportunité offerte par les articles L.2311-6 et D.2311-14 du code général des collectivités territoriales qui permettent « la reprise en section de fonctionnement [...] de la part d'excédent d'investissement née d'une dotation complémentaire en réserves, constatée au compte administratif au titre de deux exercices consécutifs » afin de contribuer à l'équilibre du budget. Il s'agirait de reprendre au résultat de fonctionnement 2017 la réserve complémentaire de 2 583 086.09 € validée lors de l'affectation des résultats de l'exercice 2014.

Dans ce second cas, le solde de la section de fonctionnement pourrait être projeté comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL RECETTES	87 782 342	85 916 920	86 270 232	86 847 520	87 286 310
TOTAL DEPENSES	89 080 108	91 543 643	92 621 769	95 774 269	97 651 945

SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-1 297 766	-5 626 723	-6 351 537	-8 926 749	-10 365 635
--	------------	------------	------------	------------	-------------

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	6 275 965	7 561 285	1 934 562	-4 416 975	-13 343 724
--	-----------	-----------	-----------	------------	-------------

AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	4 978 199	1 934 562	-4 416 975	-13 343 724	-23 709 359
-------------------------------	-----------	-----------	------------	-------------	-------------

Cette solution exceptionnelle ne permet que de reporter l'échéance des difficultés d'équilibre de la section de fonctionnement mais laisse à la fois le temps :

- aux services d'appréhender la nouvelle situation budgétaire dans laquelle se trouve le Sdis 76 car un effet ciseau de cette ampleur (accentué par le poids des mesures exogènes) n'avait pas été anticipé, ainsi que de rechercher et développer toutes nouvelles pistes d'optimisations ;
- au conseil d'administration du Sdis et à son premier et ultime financeur, le Département, d'élaborer une stratégie financière commune pour assurer la capacité du Sdis 76 à conduire les missions de service public qui lui sont confiées sur un territoire qui présente un niveau de risque élevé.

Par ailleurs, ce choix de reprendre l'excédent d'investissement réduit le besoin de financements nouveaux à mobiliser au niveau de la section de fonctionnement sur l'exercice 2018.

Enfin, toujours dans cette optique d'investiguer toutes les possibilités d'optimisation, le programme d'investissement pourrait être revisité pour privilégier les investissements sources d'économies de fonctionnement.

B – La section d'investissement

La section d'investissement est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine.

La section d'investissement présente les programmes d'investissements nouveaux ou en cours (1). Ces dépenses sont financées par les ressources propres de l'établissement, par des dotations ou des subventions et éventuellement par l'emprunt (2).

1) Les dépenses d'investissement

Sur la période envisagée, les dépenses d'investissement devraient évoluer comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL DEPENSES	11 994 436	12 786 965	10 758 830	11 275 825	10 351 306

Elles comprennent non seulement les opérations qui traduisent une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de l'établissement mais aussi le montant du remboursement en capital des emprunts et diverses dépenses ayant pour effet de réduire les fonds propres (reprises ou versements, moins-value, etc).

Le plan d'investissement

L'essentiel des dépenses d'investissement est consacré au plan d'équipement du Sdis.

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
DEPENSES HORS AP	2 496 649	219 471			
DEPENSES EN AP	8 570 918	11 370 150	9 498 139	9 730 254	8 621 316
EFFORT D'EQUIPEMENT	11 067 567	11 589 621	9 498 139	9 730 254	8 621 316

L'effort d'équipement varie aux environs de 10% de l'ensemble des dépenses annuelles.

Il est principalement matérialisé dans un plan pluriannuel qui est formalisé par les différentes autorisations de programme approuvées par le conseil d'administration.

La multiplication des autorisations de programme répond au souci de donner une vision prospective et synthétique du programme d'investissement par type de politique et présente l'avantage de permettre la simulation de la future dotation aux amortissements qui en découlera.

Après les créations d'autorisations de programme présentées en décembre 2016, il sera proposé la création d'une AP dédiée aux travaux de réhabilitation du centre de formation (CDF) de Saint-Valéry-en-Caux pour un montant global de 1.4 M€.

Ainsi, les crédits de paiement (CP) pour 2017 portant sur les dépenses d'équipements et les travaux nécessaires à la mise en œuvre du SDACR et du RO sont envisagés, après éventuels ajustements d'ici au vote du budget 2017, comme suit :

N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2017
2010000006	Construction Groupement Ouest	23 852,45 €
2012000001	Plateau technique de formation	80 000,00 €
2013000001	Construction Groupement Est	430 000,00 €
2013000002	Modernisation outils info. De gestion	430 000,00 €
N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2017
2014000006	Réhabilitation CIS de Forges les Eaux	30 180,13 €
2014000008	Réhabilitation CIS de La Mailleraye sur Seine	30 041,42 €
2014000009	Réhabilitation CIS de Montivilliers	53 500,00 €
2014000010	Réaménagement des locaux de la Direction	137 964,91 €

2014000011	Construction du CIS de Cany Barville	54 800,00 €
2014000012	Construction du CIS Le Havre Sud	176 100,00 €
2015000001	Acquisition de matériels roulants	2 301 800,00 €
2015000003	Refonte Système de Gestion Opérationnelle	3 680 000,00 €
2015000004	Acquisition de caissons multiactivités	180 000,00 €
2016000001	Acquisition moyens équipes spécialisées	735 177,00 €
2016000002	Maintien en état de fonctionnement du système global d'information	633 290,00 €
2016000003	Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipements des matériels roulants	542 369,00 €
2016000004	Acquisition d'équipements et de matériels opérationnels	1 087 428,00 €
2016000005	Acquisition d'équipements et de matériels non opérationnels	85 025,00 €
2016000006	Renouvellement des matériels SSSM	73 822,00 €
2016000007	Acquisition de mobiliers	41 000,00 €
2016000008	Réfection et aménagement du patrimoine bâti	423 800,00 €
2017000001	Réhabilitation du CDF de Saint-Valéry-en-Caux	140 000,00 €
Total		11 370 149.91 €

Suivant le débat suscité par le présent rapport, **la planification de certaines opérations immobilières, non commencées, pourrait être modifiée pour être englobée dans le champ de la nouvelle politique immobilière**, sujette aux réflexions d'un groupe de travail.

A ce jour, la nouvelle politique immobilière n'est pas intégrée dans les projections.

Le capital de la dette à rembourser

Au 31 décembre 2017, le Sdis 76 sera endetté à hauteur de 2.216 M€ pour un capital correspondant aux emprunts nouveaux souscrits en 2016 et 2017 suivant la méthode développée précédemment.

Cela se traduira par des annuités théoriques de capital à rembourser comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
DETTE EXISTANTE	235 333	126 667			
DETTE NOUVELLE	-	46 322	91 762	196 392	344 417
CAPITAL A REMBOURSER	235 333	172 989	91 762	196 392	344 417

Les éléments d'appréciation de la structure de la dette du Sdis 76 et de son évolution prévisionnelle sont développés en annexe n° 1 au présent rapport.

Les opérations d'ordre budgétaire

Elles sont identiques à celles inscrites en dépenses de fonctionnement pour assurer leur neutralité budgétaire :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	506 940	663 345	807 669	987 919	1 024 313
AMORTISSEMENT DES RECETTES	1 260	1 260	1 260	1 260	1 260
TRAVAUX EN REGIE	56 609	60 000	60 000	60 000	60 000
ECRITURES DE CESSIONS	126 727				
OPERATIONS D'ORDRE	691 536	724 605	868 929	1 049 179	1 085 573

Les dépenses imprévues

Elles constituent une variable d'ajustement de faible ampleur pour faire face à une dépense d'investissement non prévue mais impondérable.

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
DEPENSES IMPREVUES	-	299 750	300 000	300 000	300 000

2) Les recettes d'investissement

D'ici 2020, hors reprise des excédents antérieurs, les recettes d'investissement devraient évoluer comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL RECETTES	11 104 262	8 440 041	12 265 393	14 609 149	15 179 387

Les recettes d'investissement ont vocation à financer l'ensemble des dépenses de cette section, excepté le remboursement du capital de la dette qui ne peut être effectué que par des recettes propres.

Les recettes propres d'investissement sont constituées par l'épargne nette, les dotations, les subventions et les éventuelles cessions.

Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA)

Dotation de l'Etat versée aux collectivités territoriales et à leurs établissements pour assurer une compensation, à un taux forfaitaire, la charge de TVA supportée sur leurs dépenses réelles d'investissement de l'exercice antérieur, le FCTVA est étroitement lié au volume des dépenses éligibles.

Mathématiquement, il devrait donc évoluer comme suit, sachant que le taux forfaitaire est actuellement fixé à 16.404 % :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
FCTVA	2 805 085	1 790 000	2 050 332	1 607 287	1 645 363

Les subventions d'équipement

Elles correspondent aux diverses aides accordées en lien avec le programme d'investissement par différents organismes.

Dans le cadre de la nouvelle politique immobilière, il est envisagé de solliciter une participation du Département ainsi que des communes ou des EPCI, au titre des opérations immobilières se déroulant sur leur territoire. A ce stade, ce mode de financement n'étant pas encore arrêté et le nouveau plan immobilier n'étant pas pris en compte au niveau des dépenses, aucune recette de ces collectivités n'est ainsi intégrée dans la prospective.

Néanmoins, ponctuellement, des subventions d'équipement sont accordées au Sdis 76.

Seules les subventions ayant d'ores et déjà été attribuées ou ayant fait l'objet d'un accord de principe (bonus écologique, aide ANR pour le projet Firediag...) sont inscrites pour l'exercice 2017.

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
SUBVENTIONS	485 851	192 225			

Les cessions d'immobilisations

La prévision des cessions d'immobilisations se fait grâce à la ligne budgétaire 024 (produits des cessions) en recette d'investissement.

On n'inscrit que les montants de cessions estimés sans plus ou moins-value.

Les prévisions budgétaires de la ligne 024 doivent être sincères, c'est à dire qu'elles doivent être justifiées par des promesses d'achat émanant d'acquéreurs potentiels ou par tout document permettant d'établir que la vente se caractérise par de fortes probabilités de réalisation au cours de l'exercice.

Ces recettes sont donc exclusivement retenues pour l'exercice 2017 sur la base de nos prévisions affinées de cessions.

Il s'agit non seulement des cessions de matériels, opérées en direct ou au moyen de la plateforme Agorastore, dont le volume est en constante progression sur les derniers exercices (0.095 € en 2015 et 0.192 € projeté en 2016), mais aussi de la promesse de vente formulée pour l'ancien CIS de Neufchâtel, à hauteur de 140 000 €.

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
PRODUITS DES CESSIONS	-	356 000			

Le chapitre 024 est un chapitre sans exécution budgétaire. La sortie du bien est constatée uniquement au compte administratif.

Les opérations d'ordre budgétaire

Elles sont identiques à celles inscrites en recettes de fonctionnement pour assurer leur neutralité budgétaire :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	6 587 620	7 547 797	7 558 901	8 962 315	9 000 697
ECRITURES DE CESSIONS	100 206				
OPERATIONS D'ORDRE	6 687 826	7 547 797	7 558 901	8 962 315	9 000 697

Les emprunts à contracter

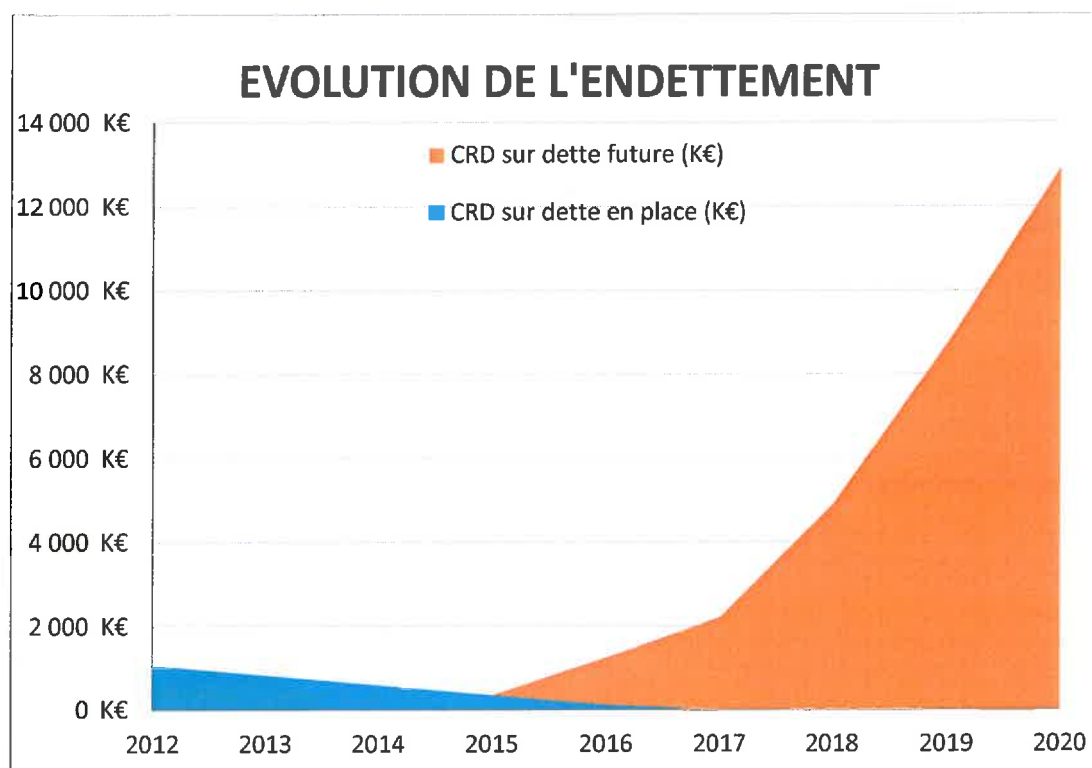
Les emprunts sont exclusivement destinés à financer des investissements.

Ils n'ont pas à être affectés explicitement à une ou plusieurs opérations d'investissement précisément désignées au contrat. Ils peuvent être globalisés et correspondre à l'ensemble du besoin de financement de la section d'investissement.

Toutefois, dans l'attente de la définition d'une stratégie d'emprunt, il est prévu de lever des emprunts nouveaux à hauteur du montant des travaux de construction réalisés, déduction faite du FCTVA afférents à ces dépenses comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
EMPRUNTS NOUVEAUX	1 125 500	1 137 105	2 756 160	4 039 547	4 533 327

Le capital restant dû (CRD) à la fin de chaque exercice serait donc théoriquement amené à progresser comme indiqué ci-dessous :



3) Le solde de la section d'investissement

Le solde de la section d'investissement (intégrant les restes à réaliser) constitue le résultat prévisionnel de l'exercice à reprendre au sein de cette même section l'année suivante.

Sur la base de la prospective établie au fil de l'eau, le solde de la section d'investissement se présenterait comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL DEPENSES	11 994 436	12 786 965	10 758 830	11 275 825	10 351 306
TOTAL RECETTES	11 104 262	11 023 127	12 265 393	14 609 149	15 179 387

SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-890 174	-1 763 838	1 506 563	3 333 324	4 828 081
---	----------	------------	-----------	-----------	-----------

EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	3 495 909	2 605 735	841 897	2 348 460	5 681 784
--	-----------	-----------	---------	-----------	-----------

SOLDE	2 605 735	841 897	2 348 460	5 681 784	10 509 865
--------------	-----------	---------	-----------	-----------	------------

Compte tenu des développements précédents, dans l'hypothèse d'une validation de la reprise au résultat de fonctionnement 2017 de la réserve complémentaire de 2 583 086.09 € constituée en 2015, le solde de la section d'investissement évoluerait comme suit :

INVESTISSEMENT	CA 2016 prévisionnel	Perspective 2017	Perspective 2018	Perspective 2019	Perspective 2020
TOTAL DEPENSES	11 994 436	12 786 965	10 758 830	11 275 825	10 351 306
TOTAL RECETTES	11 104 262	11 023 127	12 265 393	14 609 149	15 179 387

SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-890 174	-1 763 838	1 506 563	3 333 324	4 828 081
---	----------	------------	-----------	-----------	-----------

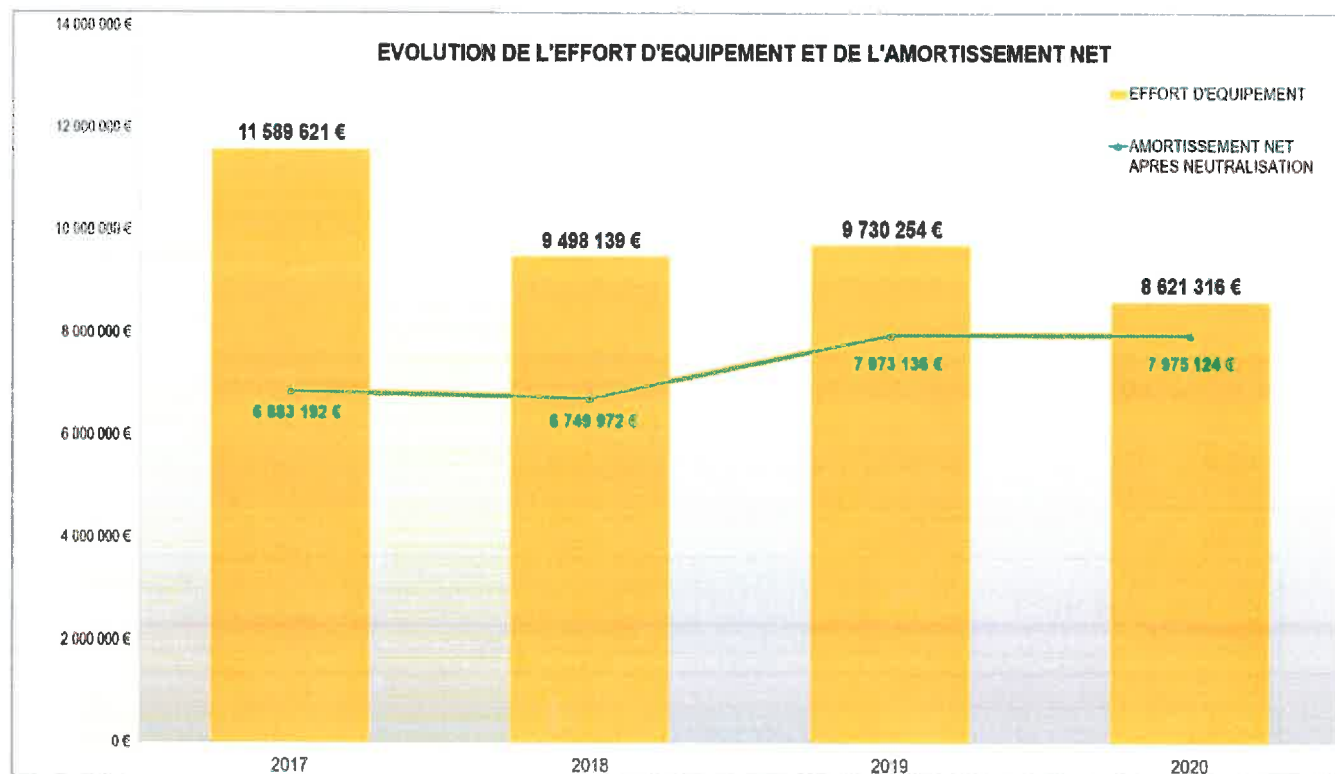
EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	3 495 909	22 649	-1 741 189	-234 626	3 098 698
---	-----------	--------	------------	----------	-----------

SOLDE	2 605 735	-1 741 189	-234 626	3 098 698	7 926 779
-------	-----------	------------	----------	-----------	-----------

Pour mémoire, si la section d'investissement laisse apparaître un besoin de financement, celui-ci doit être couvert en priorité par l'excédent de la section de fonctionnement.

Aussi, l'intérêt de l'opération exceptionnelle de reprise de résultat perdrait en partie de son intérêt si une réduction du programme d'investissement n'est pas engagée, de sorte à conserver au maximum l'excédent de fonctionnement pour financer les dépenses d'exploitation.

En conséquence, cette perspective invite impérativement à retravailler le plan d'équipement d'ici au vote du budget 2017 suivant le sens des débats qui suivront le présent rapport.



ANNEXE N° 1 : LA DETTE DU SDIS 76

La dette au 31 décembre 2016

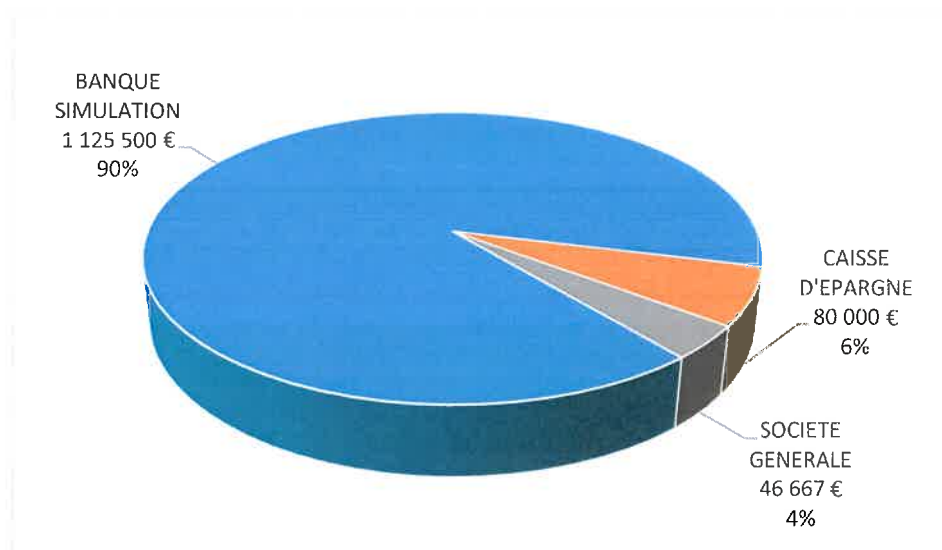
Le Sdis 76 n'a contracté des contrats d'emprunt qu'en lien avec son budget principal.

Nature de la dette

En intégrant le contrat de prêt proposé au conseil d'administration en décembre 2016 et la consolidation (théorique) d'une première tranche d'un montant de 1.125 M€ au 31 décembre 2016, la dette peut être synthétisée comme suit :

	Nombre de lignes	Capital restant dû (CRD)	Taux moyen	Durée de vie résiduelle
Dette ancienne	2	126 667 €	4,44 %	8 mois
Dette nouvelle (simulée)	1	1 125 500 €	1,34 %	20 ans
Total dette	3	1 252 167 €	1,65 %	18 ans

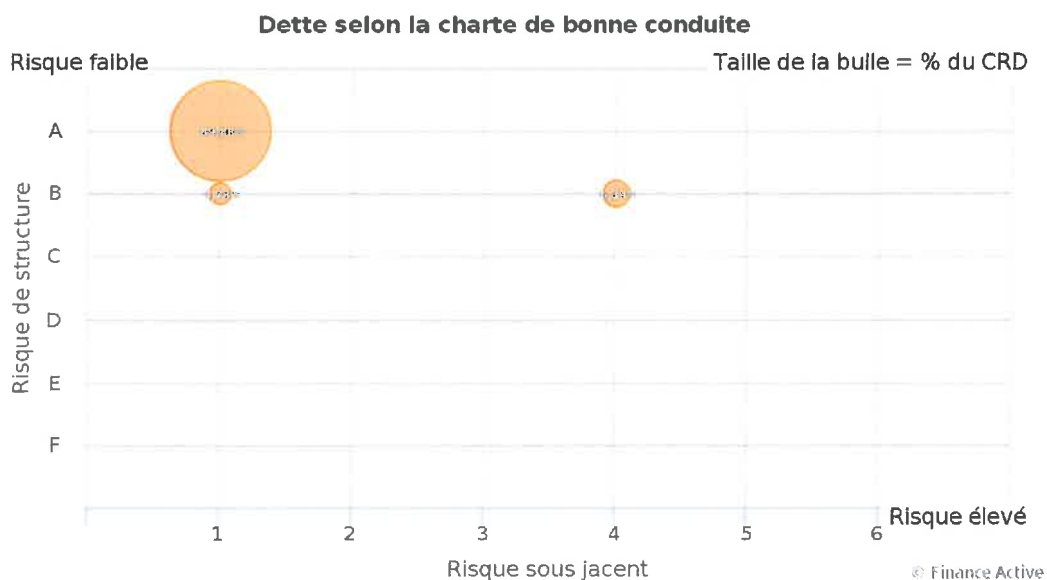
La répartition par prêteurs



La typologie de risque de la dette

Type	Encours	% d'exposition
Fixe	1 125 500 €	89,88%
Variable	0 €	0,00%
Barrière	46 667 €	3,73%
Barrière hors zone EUR	80 000 €	6,39%
Ensemble des risques	1 252 167 €	100,00%

Ce qui se traduit selon la charte Gissler comme suit :



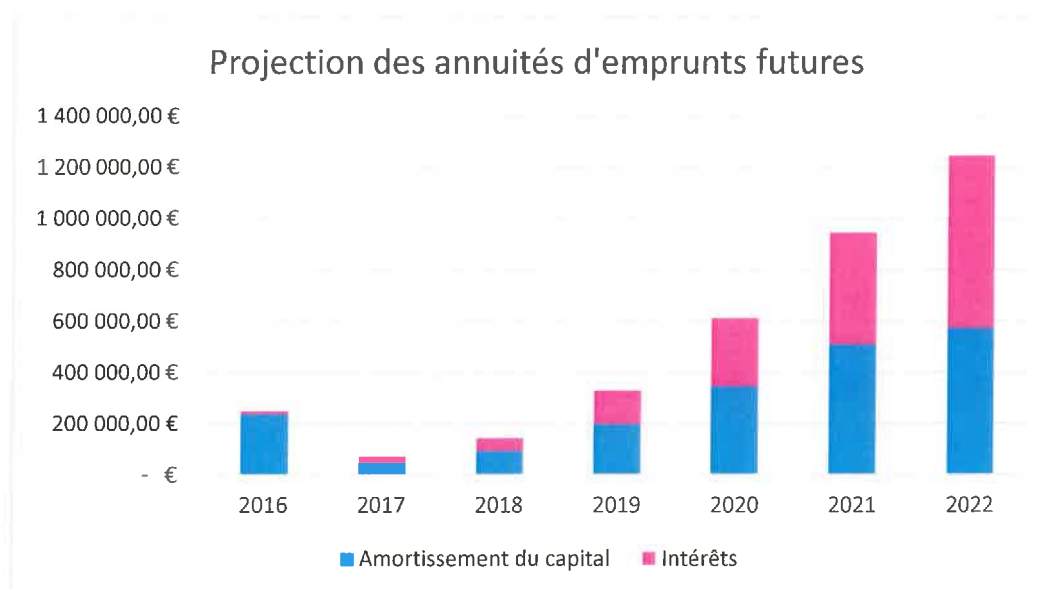
La dette projetée

Le montant du nouveau capital souscrit chaque année est conforme aux éléments développés précédemment.

Ainsi, le calcul des annuités est projeté suivant les conditions suivantes :

	2016	2017	2018	2019	2020
Montant emprunté en prospective (en €)	1 125 500 €	1 137 105 €	2 756 160 €	4 039 547 €	4 533 327 €
Taux d'intérêt	1,31 %	2,50 %	3,00 %	3,50 %	4,00 %
Durée en années	20 ans	20 ans	20 ans	20 ans	20 ans

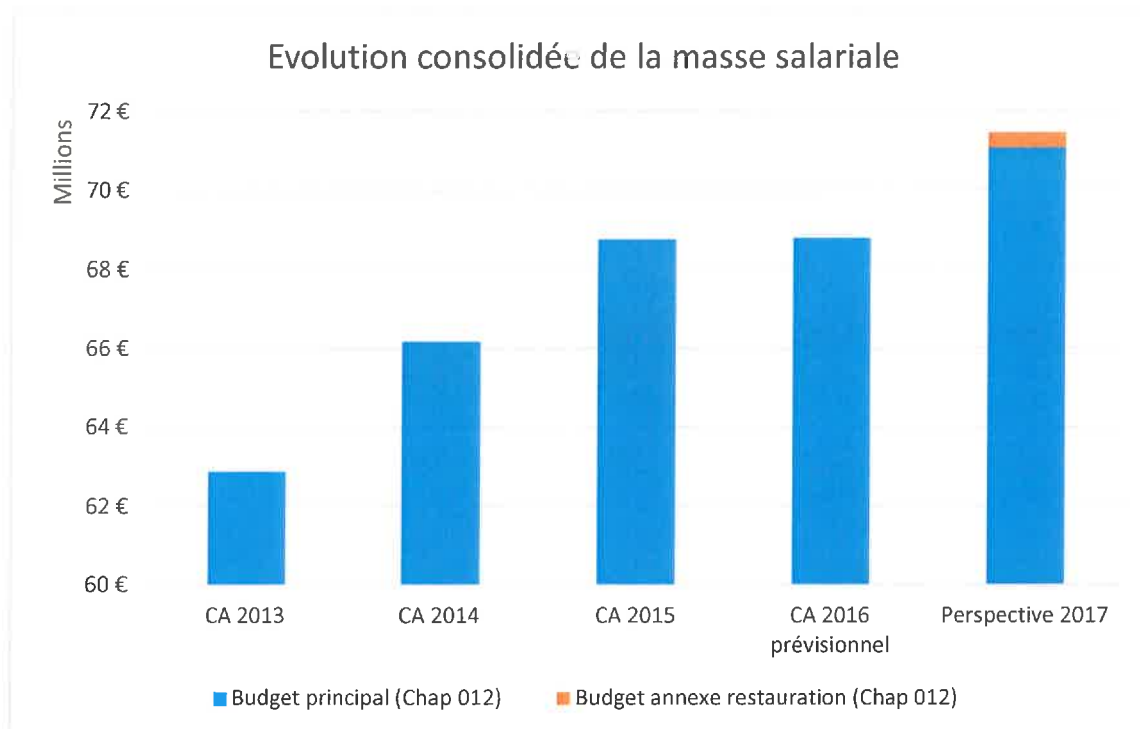
Soit une évolution des annuités prévisionnelles correspondant à :



ANNEXE N° 2 : LA MASSE SALARIALE DU SDIS 76

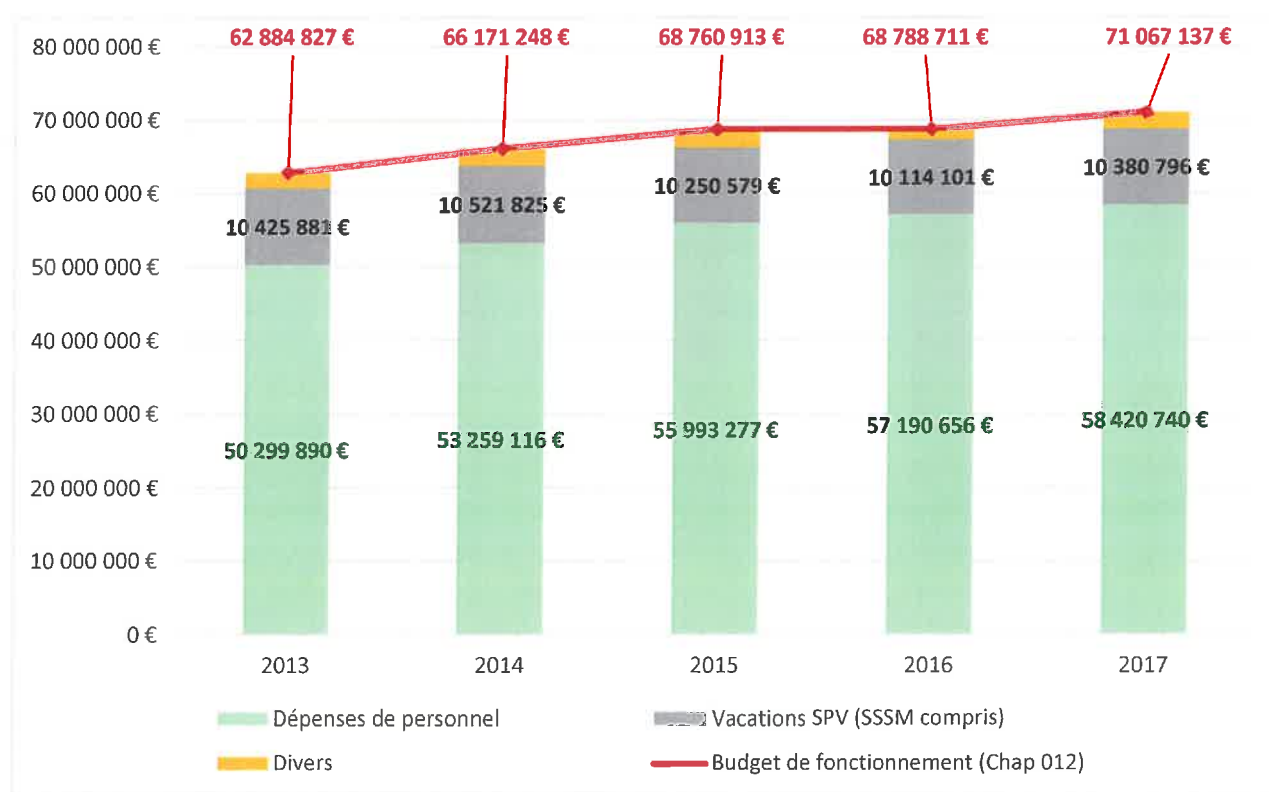
La masse salariale

L'évolution consolidée de la masse salariale se présente comme suit :



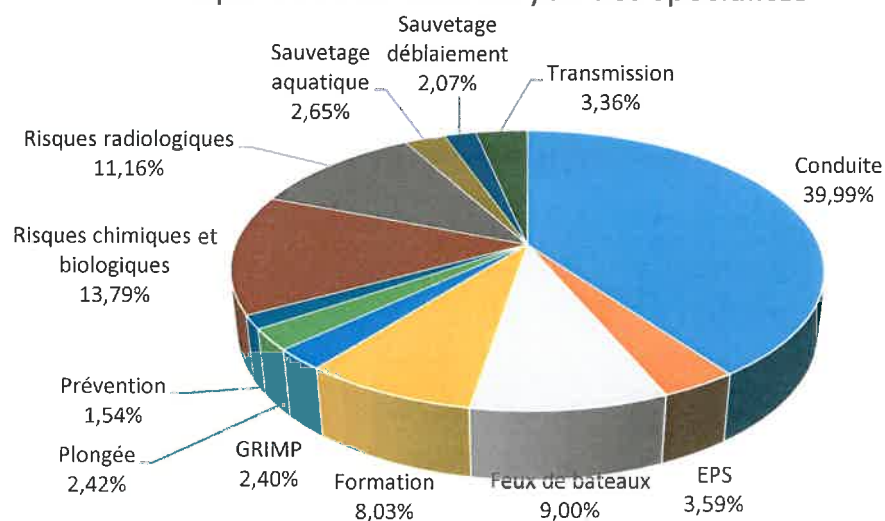
Pour mémoire, avant 2017, l'intégralité de la masse salariale du personnel de restauration était portée au sein du budget principal.

L'évolution de la composition du chapitre 012 du budget principal se détaille comme suit :



Parmi les dépenses de personnel, il faut souligner le montant des indemnités de spécialités qui dépasse 1 M€ chaque année et se décompose comme suit :

Répartition du coût moyen des spécialités



L'évolution des effectifs :

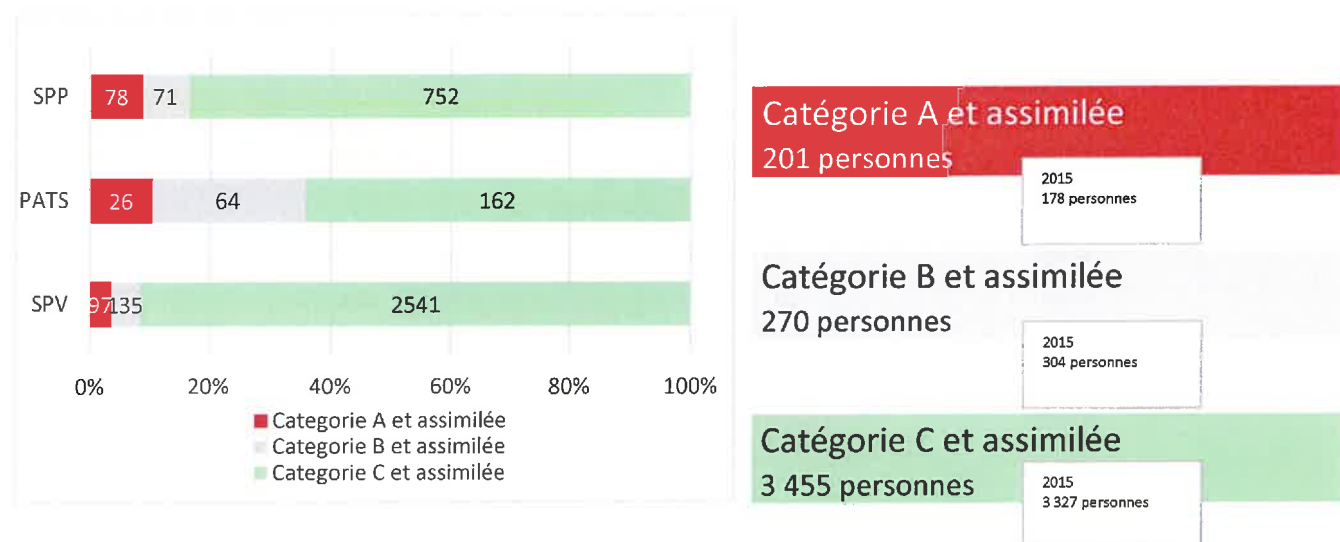
L'évolution globale des effectifs se résume comme suit :



Les mouvements au sein des SPV s'expliquent comme suit :

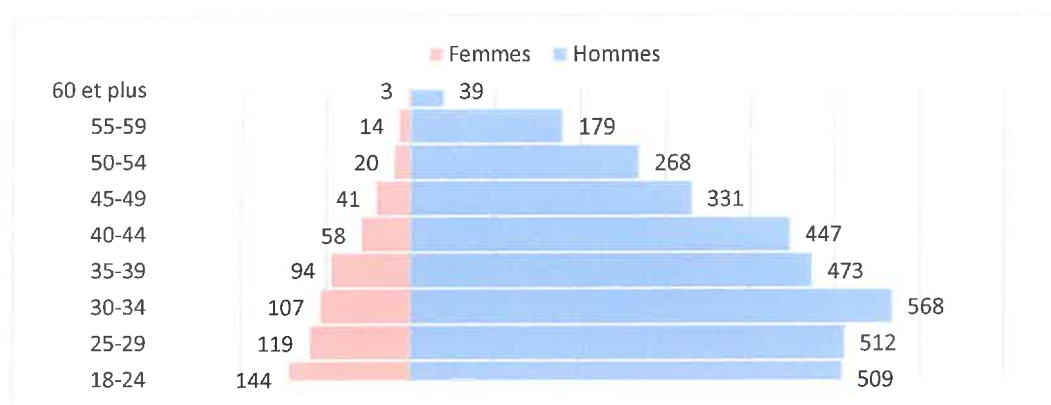


En 2016, la composition des effectifs, par catégorie, se présente de la manière suivante :



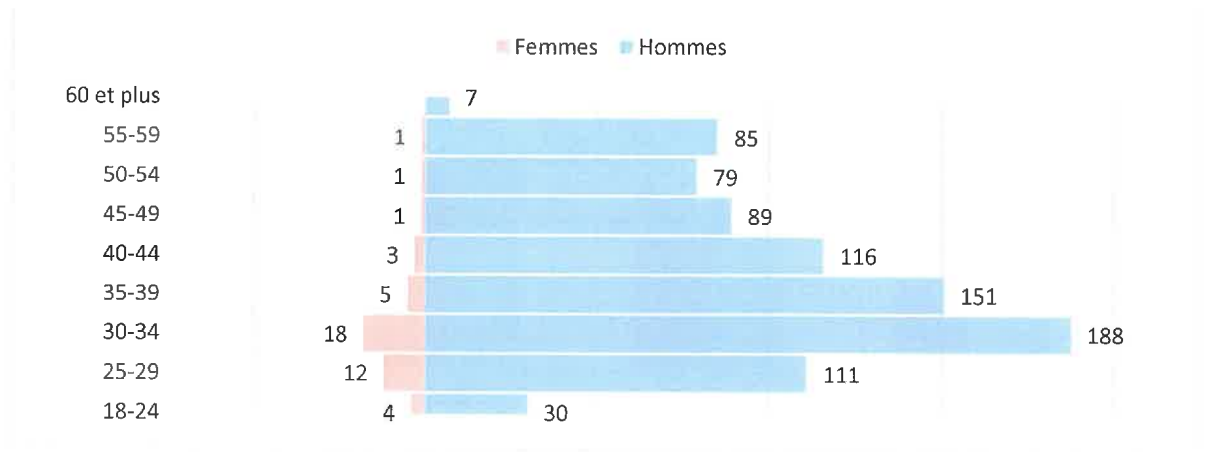
Les différentes pyramides des âges (au 31 décembre 2016) :

La pyramide des âges de l'ensemble des personnes se présente comme suit :



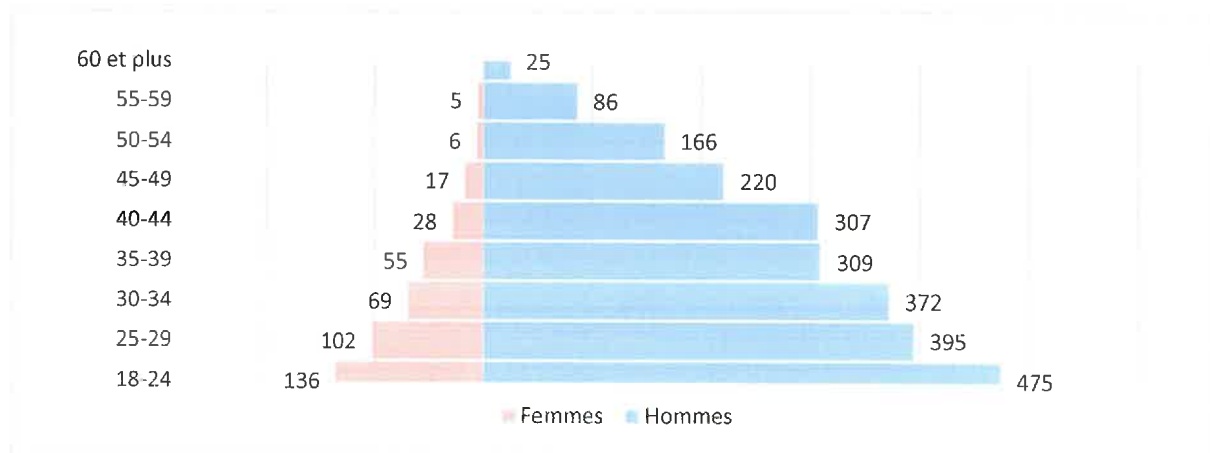
Depuis 2015, la moyenne d'âge est passée de 40 à 36 ans.

La pyramide des âges spécifique aux SPP se présente comme suit :



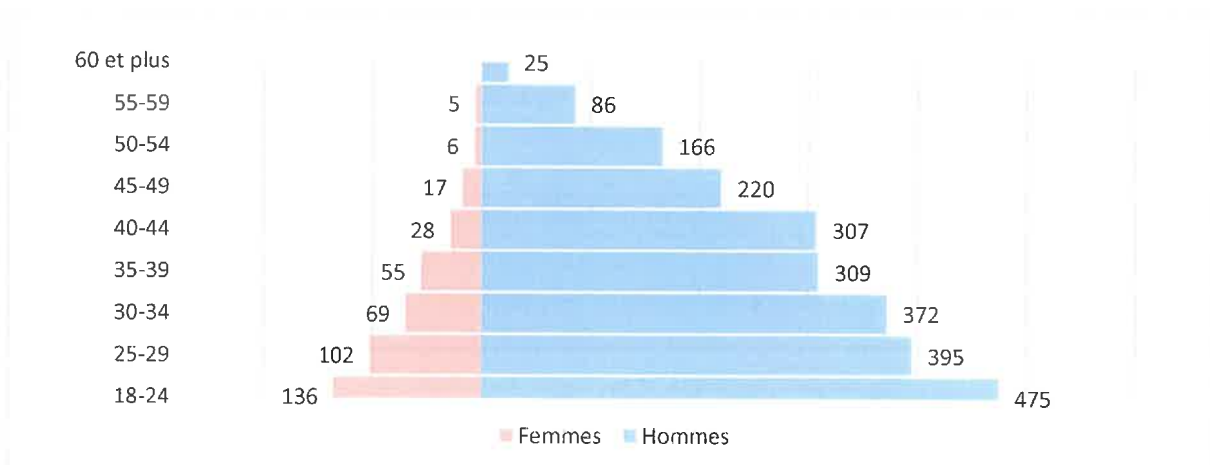
Depuis 2015, la moyenne d'âge est passée de 42 à 39,5 ans.

La pyramide des âges spécifique aux SPV se présente comme suit :



Depuis 2015, la moyenne d'âge est passée de 37 à 34 ans.

La pyramide des âges spécifique aux PATS se présente comme suit :



Depuis 2015, la moyenne d'âge est passée de 41 à 43 ans.

Le temps de travail :

220 SPP sont en service hors rang (SHR) dont 72 réparti dans les centres de secours.

256 PATS dont 41 en temps partiel.

Des sapeurs-pompiers professionnels (SPP) en équipes de gardes :

Le contexte réglementaire

Le temps de travail des SPP en équipe opérationnelle est organisé selon des règles dérogatoires à celles du temps de travail des agents de la fonction publique. Ces dispositions spécifiques sont fondées sur la notion de durée de travail effectif (interventions, formation, entretien des matériels...) et de temps de présence au sein du centre de secours. Pour les gardes de 24 heures, une délibération du conseil d'administration fixe un temps d'équivalence.

En décembre 2013, la réglementation a évolué pour prendre en compte les directives européennes : période de référence de la durée maximale du travail correspondant à 6 mois, plafond semestriel de 1128 heures, fin de la majoration du temps d'équivalence pour les agents logés. Pour respecter ces nouvelles dispositions, le SDIS a dû modifier le régime de travail des SPP durant l'année 2014.

Ainsi, le régime de travail en garde 24 heures (G24) est devenu un régime mixte comprenant des gardes de 24h et des gardes de 12h (G12) avec un temps de présence annuel de 2160 heures, une réduction du nombre de nuits travaillées, une prise en compte de la pénibilité du travail de nuit par un aménagement de la fin de carrière.

Les régimes de travail des SPP

Ils sont aux nombres de trois correspondants aux trois types d'unités opérationnelles du service.

➤ Régime « mixtes » (gardes de 24h et gardes de 12h) :

Il concerne 511 SPP affectés dans les 8 principaux centres urbains du Le Havre, Rouen, Dieppe et Elbeuf. Le régime de base est de 80 G24h et 20 G12h ou la possibilité offerte de conserver un régime mixte dérogatoire de 83 G24h et 14 G12h pour les SPP en fonction au 1er octobre 2013. Pour ces deux régimes mixtes le présentiel annuel est de 2160 heures.

De plus, dans ces 8 centres de secours, 36 SPP en fonction au 1^{er} octobre 2013 ont pu opter pour le maintien de leur régime de garde de 12 heures en l'état.

➤ Régime « gardes 12 heures »

Il concerne 75 SPP affectés à Fécamp et dans les centres professionnalisés dans le cadre du SDACR (Sotteville, Gd Quevilly, Yvetot, Neufchâtel, Saint Valéry, Lillebonne, Barentin, Prés-salés). Ce régime correspond à 133 gardes de 12 heures en journée, du lundi au vendredi, soit 1596 heures de travail.

➤ Régime « CTA CODIS »

Il concerne les 61 agents affectés au CTA CODIS. Ce régime correspond à 129 gardes de 12 heures, soit 1548 heures, réalisées 60% en journée et 40% la nuit. La pénibilité est prise en compte après 50 ans par une diminution du travail de nuit.

Des autres agents du service

Le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de 1607 heures.

La durée hebdomadaire du travail est fixée à 35 heures. Si la présence effective hebdomadaire des agents est de 37h30, chaque agent bénéficie en compensation de 10 jours d'ARTT par an.

Le nombre de jour de travail effectif est ainsi fixé à 213 jours par an.

Le logement des agents

Des sapeurs-pompiers professionnels (SPP) en équipes de gardes

Historiquement, de nombreux SPP étaient logés, au sein des centres de secours ou à proximité de ceux-ci, en échange de gardes supplémentaires à celles réalisés par les agents non logés.

Le décret du 18 décembre 2013 a modifié le cadre réglementaire des logements des SPP en ne permettant pas de majorer le temps d'équivalence et de dépasser le plafond semestriel de 1128 heures. Ces dispositions ont rendu impossible le logement de SPP en équipe de garde en compensation d'un temps de travail supplémentaire.

Une trentaine d'agents étaient concernés au sein du Sdis. De facto, ces agents se trouvaient soumis au régime des fonctionnaires bénéficiant d'un logement qui ne relèvent pas de la nécessité absolue de service. Concrètement, ces agents devaient verser une participation (50% à minima) de la valeur locative et des charges du logement occupé. Afin de limiter l'impact de cette évolution réglementaire, une solution d'accompagnement exceptionnelle a été mise en place, jusqu'au 31 août 2015, pour leur permettre de sortir de ce dispositif de logement.

Des autres agents du service

Au 1^{er} février 2016, la réforme des logements de fonction instaurée par le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement a été mise en œuvre.

Ce décret distingue deux types d'attributions de logement :

La concession de logement par nécessité absolue de service (NAS) : accordée lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sureté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logés sur son lieu de travail ou à proximité immédiate.

La convention d'occupation précaire (COP) : pouvant être accordée à un agent tenu d'accomplir un service d'astreinte mais qui ne remplit pas les conditions ouvrant droit au logement par NAS.

L'ensemble des agents logés par NAS bénéficie d'un arrêté individuel d'attribution d'une concession de logement, et s'acquitte d'une cotisation CSG et RDS. Les agents logés par convention d'occupation précaire bénéficient également d'un arrêté d'attribution et s'acquittent d'un loyer calculé sur la valeur locative du bien,

Le décret prévoit entre autres, le paiement des fluides pour les agents logés par nécessité absolue de service ou par convention d'occupation précaire. Au 1^{er} janvier 2017, sur la base de la délibération du Bureau du Conseil d'administration en date du 30 mars 2016, les agents s'acquitteront également du paiement des fluides et des charges.

Le service a mené cette réforme, parallèlement à sa réflexion sur la chaîne de commandement dans le cadre du SDACR, les SPP participant à cette permanence opérationnelle répondant aux conditions peuvent bénéficier d'un logement par COP ainsi que le versement d'indemnité d'astreinte.

Dans ce cadre, il a été défini de manière limitative les emplois opérationnels pouvant bénéficier d'un logement par nécessité absolue de service sans compensation d'indemnité d'astreinte. Ils correspondent à certains emplois opérationnels sur des territoires dont les ressources humaines ne permettent pas de couvrir les besoins opérationnels.

8 agents sont logés par nécessité absolue de service (NAS) et 25 agents sont logés par convention d'occupation précaire (COP).

Logements	2013	2014	2015	2016	2017
SPP logés	83	86	84	55	33
Impact budgétaire chapitre 011	1 568 971€	1 419 579 €	1 092 503 €	780 192 €	305 347 €

Indemnités forfaitaires	2013	2014	2015	2016	2017
SPP concernés	78	81	97	104	158
Impact budgétaire chapitre 012	405 777 €	441 231 €	502 351 €	579 657 €	929 545 €

